



École nationale  
d'administration  
pénitentiaire

« Développons nos compétences »

# Radicalisation

Analyses scientifiques *versus* Usage politique

Synthèse analytique

Guillaume BRIE et Cécile RAMBOURG

Dossiers thématiques



[www.justice.gouv.fr](http://www.justice.gouv.fr)  
@justice\_gouv

 CIRAP

Centre Interdisciplinaire de Recherche  
Appliquée au champ Pénitentiaire



# Comité de lecture

## Auteurs

*Guillaume Brie et Cécile Rambourg* (enseignants-chercheurs - Énap)

## Comité de rédaction

*Paul Mbanzoulou* (directeur de la recherche et de la documentation - Énap)

*Catherine Pénicaud* (adjointe au directeur de la recherche et de la documentation, responsable du département des ressources documentaires - Énap)

*Philippe Pottier* (directeur de l'École nationale d'administration pénitentiaire)

## Conception graphique et mise en page

*Odette Baix, Laëtitia Eleaume* (infographistes - unité édition - Énap)

## Ont participé à la relecture de ce numéro

*Les membres du comité pédagogique et scientifique de l'Énap*

## Comité de lecture dossiers thématiques du CIRAP

*Antoinette Chauvenet* (directrice de recherche CNRS, CEMS-EHESS)

*Philippe Combessie* (professeur des universités, faculté Paris X Nanterre, chercheur au Grass)

*Julien Morel d'Arleux* (sous-directeur, PMJ, direction de l'administration pénitentiaire)

*Valérie Decroix* (directrice interrégionale des services pénitentiaires de Strasbourg)

*Nicolas Derasse* (maître de conférences, université de Lille 2)

*Astrid Hirschelmann* (maître de conférences, HDR, université de Rennes 2)

*Annie Kensey* (chef de bureau études et prospective, PMJ5, DAP)

*Isabelle Laroque* (directrice pénitentiaire d'insertion et de probation)

*Yann Maurin* (conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation)

*Yves Montoya* (maître de conférences, université Victor Segalen - Bordeaux 2)

*Charlemagne Simplicie Moukouta* (maître de conférences, expert judiciaire, université de Picardie Jules Vernes)

*Yves Perrier* (directeur honoraire des services pénitentiaires d'insertion et de probation)

*Linda Piwowarczyk* (capitaine, responsable de formation à la M.A. de Bois d'Arcy)

*Pierrette Poncela* (professeur des universités, université Paris X Nanterre)

*Jean Redon* (premier surveillant, formateur - Énap)

*Laurent Théoleyre* (directeur pénitentiaire d'insertion et de probation)

*Marion Vacheret* (professeur, université de Montréal)

**Impression**

Mérico Delta Print



**CIRAP**

Centre Interdisciplinaire de Recherche Appliquée au champ Pénitentiaire



# Préface

Paul Mbanzoulou, directeur de la recherche et de la documentation

*Depuis les événements terroristes du 7 janvier 2015 visant le journal Charlie Hebdo, la radicalisation de certaines personnes détenues est devenue un sujet de haute préoccupation pour l'opinion publique. Elle questionne les pratiques pénitentiaires à l'égard des individus condamnés appartenant à des mouvances terroristes ou en voie de radicalisation islamiste. Sans réel consensus sur la figure du radical, les personnels pénitentiaires cherchent à comprendre les contours notionnels de ce nouveau signifiant et à élaborer la stratégie défensive tournée vers la détection des personnes radicalisées ou en voie de l'être, puis la contention des risques qu'elles représentent pour la sécurité en milieu pénitentiaire et de la société.*

*Face à l'urgence de la situation appelant des réponses institutionnelles rapides en matière de réorientation des pratiques professionnelles, d'expérimentation de nouveaux dispositifs, de formation des personnels, se mettent à jour de nombreuses tensions suscitées par la nécessité de ne pas se tromper, d'éviter des amalgames entre l'islam et les doctrines qui s'en réclament ; entre musulmans et islamistes ; entre fondamentalistes et radicalisés.*

*Il devient important de procéder à une remise en contexte de la question de la radicalisation en prison en pointant ses soubassements théoriques et leurs points de jonction avec la dimension religieuse et/ou politique ainsi que les modes de prises en charge élaborés et leurs fondements.*

*C'est dans cette perspective que la direction de la recherche et de la documentation de l'Énap a confié à Guillaume Brie et Cécile Rambourg, enseignants-chercheurs au Cirap, la mission de procéder à une revue narrative de la littérature scientifique et expertale, en vue de dégager les éléments caractéristiques du processus de radicalisation dans leur interrelation, souvent complexe, avec le contexte personnel, organisationnel, politique ou idéologique. Cette approche notionnelle devant être complétée par une cartographie analytique des programmes de « déradicalisation » déployés en Europe et dans le monde.*

*Sans être un travail de recherche à proprement parler, ce dossier thématique est une première contribution de la direction de la recherche de l'Énap à l'impérieuse nécessité d'accompagner la réflexion de l'institution pénitentiaire, en analysant l'actualité de ses problématiques pour comprendre tout à la fois leur nature présente, les ruptures qu'elles introduisent avec le passé, les significations politiques, sociales et culturelles qu'elles expriment et le futur qu'elles dessinent déjà.*



# Sommaire

Page

<i>Introduction</i> .....	9
---------------------------	---

## *Les approches scientifiques : des analyses multivariées*

Radicalisation comme notion vs concept .....	10
Les premières études sur la violence politique :	
la recherche des causes .....	11
L'apparition de la radicalisation comme processus :	
la recherche du « comment » .....	14
Facteurs explicatifs vs facteurs incitatifs .....	15
Le modèle séquentiel de la radicalisation .....	17
La radicalisation en prison .....	25
La spécificité de l'engagement radical et sa sortie .....	27
L'approche expertale et la marginalisation du discours scientifique .....	29

## *Les programmes de « déradicalisation » : une cartographie analytique des prises en charge et de la prévention*

Des programmes de perception .....	35
<i>Le RSR. Des approches et des principes d'action</i> .....	40
<i>La formation des praticiens. L'exposition à deux pré-supposés :   le « processus de radicalisation » et « l'individu vulnérable »</i> .....	43
<i>Une sensibilisation extensive. Le projet d'un inter-contrôle</i> .....	44
La « responsabilité individuelle » comme postulat des prises en charge .....	47
<i>Compétences sociales et approche comportementaliste</i> .....	48
<i>L'a priori du doute négatif. Logique de suspicion   et précautionnisme social</i> .....	49
<i>L'appartenance culturelle comme facteur causal :   les fausses évidences du culturalisme</i> .....	54
La question sociale occultée ? .....	57
<i>Une approche sociale de la prise en charge :</i>	
<i>l'exemple minoritaire d'Aarhus.</i> .....	57
<i>Contre-communication et réponse religieuse :</i>	
<i>la pertinence de la stratégie des imams en question</i> .....	59

<i>Bibliographie</i> .....	62
----------------------------	----

<i>Publications</i> .....	65
---------------------------	----





# Introduction

Si le terme *radicalisation* est ancien, son usage fréquent dans le champ scientifique est récent et concomitant à son utilisation dans le champ politique. Il se développe à la fin des années 90 et au début des années 2000 et fait suite à un double mouvement : sur le plan politique, une volonté de réforme de l'appareil antiterroriste ; sur le plan scientifique, une volonté de réforme des analyses.

Concernant le premier, les attentats commis en Europe en 2004 et 2005 ont mis au premier rang des préoccupations des différents gouvernements de l'Union le passage à la violence politique de citoyens issus des sociétés occidentales. En France, plus précisément, ce sont des événements similaires commis en 2012 et 2014, auxquels s'ajoute la problématique des jeunes français s'impliquant dans le conflit en Syrie, qui ont produit les mêmes effets, à savoir l'érection de la radicalisation en priorité politique et le déploiement de mesures spécifiques de lutte contre elle. Cette logique politique s'est vue prolongée et particulièrement accentuée avec les attentats commis en 2015 à Paris.

Ces évolutions politiques traduisent, à un premier niveau d'analyse, une adaptation de la réponse antiterroriste à l'évolution même du phénomène et particulièrement de l'engagement et du passage à l'action politique violente de citoyens français, sur le territoire français. A un second niveau d'analyse, ces évolutions politiques participent d'une extension de la question antiterroriste : passer de la lutte contre le terrorisme à la lutte contre la radicalisation implique et justifie de travailler, et donc d'intervenir en amont du passage à l'acte et sur l'individu.

Concernant le domaine scientifique, parallèlement au mouvement politique, les recherches sur la violence politique et l'engagement radical déplacent leur regard, et avec lui les méthodologies, en abordant le terrorisme sous l'angle de la radicalisation. Elles appellent à engager l'analyse en terme de « processus », c'est-à-dire, ici aussi, à porter le regard du chercheur en amont du passage à l'acte, dans les différentes étapes qui en jalonnent et en constituent le processus.

## Les approches scientifiques : des analyses multivariées

Toutefois, si le pas de côté ainsi réalisé par la science fait consensus, ses cheminements et ses effets sont multiples et variables selon les courants et les approches.

### ➤ Radicalisation comme notion vs concept

Dans sa plus simple acception, la radicalisation indique une transformation d'une action ou d'un groupe dans le sens d'un durcissement, d'un surcroît d'intransigeance en matière politique, sociale, culturelle ... Il y a donc d'emblée dans la notion l'idée d'un mouvement d'une part, et qui pointe vers un « extrême » d'autre part. Cette double dimension se retrouve dans la littérature scientifique sur la question qui peut définir la radicalisation à partir d'une articulation entre une idéologie extrémiste et une action violente plus ou moins organisée<sup>1</sup>. L'idée simplement d'une articulation peut aussi être dépassée pour concevoir la radicalisation non comme un lien entre idéologie et violence, mais comme un processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel<sup>2</sup>.

En relation avec ce processus, la radicalisation se voit également définie dans ses modalités et les transformations qu'elle opère, comme un « changement des croyances, des sentiments et des comportements dans des directions qui justifient de façon croissante la violence entre les groupes et exigent le sacrifice pour la défense de l'*in-group* »<sup>3</sup>.

Quelle que soit la définition donnée, celle-ci se fonde sur l'idée d'un passage ou d'un recours à la violence en lien avec une vision idéologique radicale. Dans les différentes approches le consensus

<sup>1</sup> Bronner G., 2003 *La pensée extrême. Comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques*, Paris, Denoël.

<sup>2</sup> Borum R., 2011, « Radicalization into Violent Extremism II : A Review of Conceptual Models and Empirical Research ». *Journal of Strategic Security* 4 ; 2003, « Understanding the Terrorist Mindset » *FBI Law Enforcement Bulletin* 72 (7), 1-10. ; Wilner A.S. et Dubouloz C.H., 2011, « Transformative Radicalization : Applying Learning Theory to Islamist Radicalization » *Studies in Conflict and Terrorism* 34 (5), 418-438 .

<sup>3</sup> McCauley C. et Moskalenko S., 2008, « Mechanisms of Political Radicalisation : Pathways toward Terrorism », *Terrorism and Political Violence*, 20, 3, 416.

existe sur la nécessaire coprésence de ces deux dimensions, qui l'une séparément de l'autre ne permettrait en aucun cas de participer d'une radicalisation.

Par contre, apparaît une première différence concernant l'étendue du champ de la radicalisation. Dans certaines définitions, il tient dans une articulation, une dynamique entre deux radicalités : l'idéologie et la volonté de sa mise en œuvre ; dans d'autres, il ne se réduit pas simplement à ces deux dimensions, la radicalisation est érigée en processus et de ce fait, son champ d'étude s'étend à d'autres domaines et d'autres temporalités.

Une seconde différence existe et tient dans la solidité théorique et la validité scientifique de la radicalisation. Certains réfutent à la radicalisation un statut de concept, et la considèrent comme un « terme politique plus que scientifique servant avant tout à désigner la violence politique considérée comme illégitime »<sup>1</sup>. Dans cette mouvance, si toutefois la radicalisation accède au rang de concept, celui-ci apparaît comme « mal défini, complexe et controversé »<sup>2</sup>. Et le processus lui-même peut être discuté dans sa spécificité et donc au fondement de la définition de la radicalisation : « Qu'il y ait sérieusement un processus appelé « radicalisation » ou endoctrinement est vraiment une erreur. Ce qu'il se passe, ce sont de jeunes gens qui acquièrent des idées extrêmes – mais c'est un processus similaire à l'acquisition de n'importe quel type d'idées. Cela commence en général par une discussion avec un ami »<sup>3</sup>. D'autres, au contraire, décollent la radicalisation de la simple notion et l'érigent en concept tout en saluant sa puissance analytique. Ces derniers estiment que l'émergence de la radicalisation comme concept relève d'un tournant amorcé à la fin des années 90 avec la remise en question des approches causalistes de l'engagement dans la violence politique.

## ➤ Les premières études sur la violence politique : la recherche des causes

L'engagement radical s'analyse, dans les premières études essen-

<sup>1</sup>Ragazzi F., 2014, « Vers un multiculturalisme policier ? La lutte contre la radicalisation en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni » *Les études du Ceri*, Sciences Po, CERI CNRS, p.7

<sup>2</sup>Coolsaet R., 2011, *Jihadi Terrorism and the Radicalisation Challenge. European and American Experiences*, Ashgate 240.

<sup>3</sup>Sageman M., 2004, *Understanding terror networks*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, p.1.

tiellement, voire exclusivement sous le prisme du terrorisme avec schématiquement deux catégories de travaux dont les plus importants et fréquents consistent en une perspective psychologique, voire psychiatrique<sup>1</sup>. L'engagement radical y est présenté comme anormal dans le double sens de spécifique et pathologique. Le comportement terroriste est analysé selon une psychopathologie des individus. Ces derniers sont définis à partir, par exemple, de leur identité agressive et négative<sup>2</sup>, de troubles narcissiques de la personnalité<sup>3</sup>, ou encore de tensions psychologiques qui trouvent leur origine dans la petite enfance<sup>4</sup>. Globalement ces études postulent l'influence en termes de déterminisme des mécanismes psychologiques.

Une autre catégorie de recherche s'appuie sur les théories du choix rationnel et de l'action collective. Le terrorisme y est analysé par une approche stratégique qui consiste à penser l'engagement comme une forme de violence politique résultant d'un comportement instrumental de groupes qui cherchent à réaliser, selon une rationalité collective, leurs objectifs à court ou long terme. L'action est fondée sur un calcul en termes de coût et de bénéfice portant sur les chances de réussite des opérations, les risques encourus et les conséquences de l'inaction<sup>5</sup>. Cette approche s'articule au modèle organisationnel portant sur la compréhension des contraintes qui pèsent sur l'organisation clandestine et qui influent sur ses orientations<sup>6</sup> permettant de traiter le problème de la détermination des choix qui sont effectués par les acteurs en fonction des contraintes auxquelles ils sont soumis.

Ces deux grandes catégories d'approches sont remises en question dans de nouvelles recherches sur le terrorisme.

L'approche psychopathologique est critiquée pour son effet de disqualification des individus terroristes et sa tendance à nier la composante politique du phénomène de la violence extrémiste<sup>7</sup>. Mais

<sup>1</sup>Sommier I., 2012, « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n°68, p.17.

<sup>2</sup>Lorenz Böllinger, cité dans Rapin A.J., 2008, « L'objet évanescent d'une théorie improbable : le terrorisme et les sciences sociales », *Les Cahiers du RMES*, Volume V, n°1.

<sup>3</sup>Pearlstein R.M., 1991, *L'esprit d'un terroriste politique*. Wilmington, Scholarly Resources

<sup>4</sup>Post J., « Terrorist psycho-logic : Terrorist behavior as a product of psychological forces » dans Walter Reich (dir), *Origins of Terrorism : Psychologies, Idéologies, Theologies, States of Mind*, New York, Cambridge University Press, 1990, 25-40.

<sup>5</sup>Crenshaw M., 1996, *Terrorism in Context*, University Park ; 1991, "How Terrorism Declines", *Terrorism and Political Violence*, 3, 1, 69-87.

<sup>6</sup>Della Porta D., 1995, *Social Movements, Political Violence and the State*, Cambridge University Press.

<sup>7</sup>Rasch W., 1979, « Psychological Dimensions of Political Terrorism in the Federal Republic of Germany », *International Journal of Law and Psychiatry*, vol. 2.

elle est également critiquée méthodologiquement par l'absence de groupe contrôle et sur le fond des résultats contradictoires entre eux et contredits par d'autres travaux qui mettent en avant l'absence d'anormalité ou de prédispositions psychologiques chez les individus concernés<sup>1</sup>. L'approche stratégique est critiquée du fait de l'imprécision conceptuelle du modèle qu'elle propose. Par ailleurs tous les types d'engagement y semblent équivalents les uns des autres et, autre biais relevé, la dimension microsociologique y est négligée. Une autre approche en termes de frustration/agression tente de mêler le macro au microsociologique en ce qu'elle rattache à l'expérience individuelle des formes de violences collectives. Ainsi, le recours à la violence politique est expliqué par l'écart entre la société majoritaire et les couches défavorisées et victimes du sous-emploi de certaines catégories sociales<sup>2</sup>. Le statut socio-économique défavorable est constitué en facteur conduisant à la violence<sup>3</sup>.

Ces différentes approches, pour opposées qu'elles sont, ont en commun un point essentiel : elles s'attachent, chacune à leur façon, à mettre au jour les causes du passage à l'acte, à l'expliquer. Elles tentent de répondre à la question du « pourquoi ».

C'est précisément sur cette question que la recherche va opérer un virage. Délaissant les recherches du « pourquoi », elle va s'attacher à dégager le « comment ». Ce tournant s'explique à deux niveaux : d'une part le caractère exceptionnel et très spécifique de l'engagement radical que ces recherches postulent est remis en cause empiriquement, « l'engagement radical ne diffère pas par essence des logiques de l'engagement conventionnel »<sup>4</sup> ; par ailleurs, la thèse de la frustration socio-économique est également mise à mal par les données empiriques, les membres des organisations

<sup>1</sup> Silke A., 1998, « Holy Warriors : Exploring the Psychological Processes of Jihadi Radicalization » *European Journal of Criminology* 5(1), 99-123 ; Sageman M., op. cit., 2004 ; Horgan J., 2009, *Walking Away from Terrorism. Accounts of disengagement from radical and extremist movements*, Londres et New York, Routledge ; 2008, "From profiles to Pathways and Roots to Routes : perspectives from Psychology on Radicalization into Terrorism", *The Annals of the American Academy of political and Social Science*, 618 : 80-94.

<sup>2</sup> Gurr T.R., 1982, *Why Men Rebel*, Princeton, PUP ; Gurr T.R. & Ross J., 1989, « Why Terrorism Subsides. A Comparative Study of Canada and the United States », *Comparative Politics*, vol. 21, 405-426

<sup>3</sup> Friedland N., 1992, « Becoming a Terrorist : Social and Individual Antecedents », dans Howard L. (ed.), *Terrorism : Roots, Impacts, Responses*, New York, Praeger, 81-93.

<sup>4</sup> Sommier I., 2012, op. cit.,

<sup>5</sup> Sageman M., 2004, op. cit.

terroristes ne proviennent pas majoritairement des couches défavorisées de la population<sup>5</sup> ; d'autre part les recherches du « pourquoi » souffrent d'une forme de circularité du raisonnement. Les modélisations – qu'elles soient psychologiques, stratégiques ou de frustration – buttent sur le fait que des acteurs confrontés à des situations identiques ne recourent pas systématiquement à la violence et qu'aucune variable n'est réellement déterminante en elle-même pour expliquer les phénomènes. De la même manière que les causes individuelles, stratégiques, socio-économiques sont réfutées par les faits et les situations, les causes structurelles – comme la répression – qu'avance la sociologie des mouvements sociaux sont rediscutées. La répression, qu'il s'agisse de l'incarcération, de la torture ou de toutes sortes de neutralisation ou d'élimination, produit des résultats qui s'opposent : selon son degré et le moment où elle intervient dans la vie d'une organisation ou bien dans le cycle de contestation, elle peut soit inhiber la radicalisation soit au contraire l'encourager, en être motrice<sup>1</sup>.

Devant les contradictions qu'apporte l'examen des faits empiriques, le reproche adressé de plus en plus à ce type d'approches tient dans la confusion qu'elles font entre la corrélation et la causalité. Le « pourquoi » se déroband constamment sous la pluralité des causes, des facteurs et des situations, les travaux de recherche vont progressivement se saisir du « comment ».

## 🟡 L'apparition de la radicalisation comme processus : la recherche du « comment »

La question du « pourquoi » étant insoluble et invalide scientifiquement, elle est remplacée (ou, pour certains, complétée) par la recherche du « comment ». Ce changement de perspective a des conséquences majeures puisqu'il produit une définition du phénomène comme un processus et, de ce fait, implique une analyse qui resitue les séries d'enchaînements propres à l'existence, au parcours, aux expériences singulières des individus impliqués et des univers auxquels ils appartiennent et dans lesquels ils évoluent.

<sup>1</sup> Sommier I, 1998, *La violence politique et son duel. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes ; Larzillière P, 2003, « Tchétchénie : le djihad reterritorialisé », *Critique internationale*, 20 : 151-164. ; Gayer L., 2009, « Le parcours du combattant : une approche biographique des militants sikhs du Khalistan » CERII/IEP ; Crettiez X., 2011, « High Risk Activism. Essai sur le processus de radicalisation violente », *Pôle Sud*, 2, 35 :

Ce changement de perspective constitue également un changement de paradigme dans la mesure où il se défait d'une quête « étiologique », d'une recherche de variables ou de combinaison de variables susceptibles d'expliquer le comportement, pour penser ce dernier en termes de dynamiques qui sont inscrites dans le temps et qui mettent en relation l'individu, le contexte politique ou idéologique, et l'organisation.

Considérer la radicalisation comme un processus a donc des conséquences épistémologiques mais également méthodologiques. La radicalisation apparaît comme le résultat d'un parcours que les recherches conceptualisent en carrière, ce qui, d'une part conduit à devoir historiciser son cheminement, et d'autre part requiert une « réflexion en termes d'interdépendance et d'interaction, où les représentations, les qualifications ou les identifications participent à la définition de la situation »<sup>1</sup>.

L'analyse qu'appelle la radicalisation lorsqu'elle est pensée comme un processus implique donc une recherche des étapes, des séquences, une à une, qui constituent le parcours. Mais elle engage aussi de nouveaux savoirs qui placent l'individu en contexte comme c'est le cas pour la psychologie par exemple, ou qui subjectivisent les causes institutionnelles, organisationnelles comme c'est le cas pour la sociologie par exemple. En d'autres termes, le changement de paradigme participe aussi d'une extension des savoirs mobilisés et des domaines observés : la recherche ne porte pas sur les faits et leurs explications mais elle remonte sur les conditions et les étapes qui conduisent au passage à l'acte, autrement dit sur ce qui le précède, sur les conditions de possibilités successives. Elle porte donc aussi en germe le risque d'identifier les facteurs intervenants à une étape comme les facteurs explicatifs auxquels rattacher le phénomène (par exemple nous le verrons, le rôle d'Internet).

## ➤ Facteurs explicatifs vs facteurs incitatifs

S'il semble exister, dans le monde de la recherche, une adhésion commune à la nécessité d'analyser le « comment », les approches n'évacuent pas la question difficile du « pourquoi ».

97-112.

<sup>1</sup> Collovard A. et Gaïti B. (dir), 2006, *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Ed. La dispute, p.23.

Sans réfuter les facteurs dégagés par les recherches causalistes, elles glissent de leur déterminisme à leur caractère incitatif.

Ainsi, il est admis qu'aucune variable socio-économique lourde n'est capable d'expliquer à elle seule la radicalisation, pas plus qu'elle n'est centrale dans le processus d'engagement. Toutefois quelques critères sont présentés comme fréquents et, en ce sens, importants pour comprendre les logiques de l'engagement. Cependant, « ils ne peuvent être lus de façon universaliste tant ils prennent sens au sein de cultures locales qui leur donnent sens »<sup>1</sup>. Ainsi, le genre, le niveau d'instruction, l'insertion économique sont présentés comme des éléments clefs et pertinents pour comprendre l'engagement des individus mais selon le contexte.

Ici, « les déterminismes sociologiques lourds comptent mais ne suffisent pas », il est possible de trouver cependant des « facteurs incitatifs à l'action violente, expliquant les raisons de l'engagement par les rétributions qu'il induit »<sup>2</sup>, notamment matérielles<sup>3</sup> mais également symboliques, qu'il s'agisse, selon les auteurs, de l'acquisition d'un statut officiel, de la notoriété<sup>4</sup>, d'une réparation, d'une perspective héroïque de soi, d'une tentative de se démarquer de la société froide où l'anomie va de pair avec la stigmatisation et l'insignifiance sociale<sup>5</sup>.

Ainsi, la frontière devient ténue entre l'approche causaliste et processuelle puisque se voient réifier des facteurs qui expliquent, certes en partie, les raisons de l'engagement.

De même, la socialisation est présentée comme un mécanisme pour comprendre les logiques de l'engagement mais elle est aussi analysée, au travers de l'environnement de l'individu, comme un facteur favorisant l'engagement. Dans cette optique, la socialisation primaire participe voire détermine la transmission d'une mémoire du conflit et explique une radicalisation intergénérationnelle

<sup>1</sup> Crettiez, 2011, *op. cit.*

<sup>2</sup> *Id. op. cit.*

<sup>3</sup> Comme être nourri, pouvoir soutenir financièrement sa famille, Beg S. et Bokhari L., 2009, « Pakistan. In search of a disengagement strategy » dans Bjorgo T. et Horgan J., (dir), *Leaving Terrorism Behind. Individual and collectives disengagement*, Londres et New York, Routledge : 224-242 ; ou encore s'enrichir, Blom A., 2003, « Les kamikazes du Cachemire, martyrs d'une cause perdue », *Critique internationale*, 20 : 135-149 ; Crettiez X., 2006, *Violence et nationalisme*, Paris, Odile Jacob.

<sup>4</sup> Goldring M., 2005, *Renoncer à la terreur*, Paris, éd. Du Rocher.

<sup>5</sup> Khosrokhavar F, 2014, *Radicalisation*, Editions de la maison des sciences de l'homme, p.26

<sup>6</sup> Crettiez, 2006, *op. cit.* ; Florez-Morris M., 2007, « Joining Guerilla Groups in Colombia : Individual Motivations and Processes for Entering a Violent Organization », *Studies in Conflict and Terrorism*, 30 : 615-634 ; Dorransoro G. et Grojean O., 2004, « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », *European Journal of Turkish Studies*, [www.ejts.org/document198.html](http://www.ejts.org/document198.html) ; Gayer L., 2009, *op. cit.*



ou par groupes communautaires : villageois, tribaux, claniques ou de caste mais également de bande<sup>6</sup>. L'engagement y est analysé non comme un choix, c'est-à-dire un mécanisme délibéré et conscient, mais plutôt à partir d'un bain dans lequel l'individu trempe et qui le conduit presque mécaniquement à un engagement.

La même logique est déployée s'agissant d'un registre culturel et de transmissions d'identité martiale<sup>1</sup>, d'obligations vengeresses<sup>2</sup> ou encore de sorcellerie<sup>3</sup> qui participent « d'encouragements culturels à l'engagement »<sup>4</sup>.

En termes de socialisation secondaire, l'organisation – en tant que structure idéologique mais aussi structure de liens – a la part belle des analyses. Elle peut être analysée à l'aune d'une approche séquentielle et d'une perspective théorique de *carrière* ou bien encore s'autonomiser et de ce fait participe d'une confusion entre « pourquoi » et « comment ».

## 🟢 Le modèle séquentiel de la radicalisation

Penser la radicalisation comme une succession d'étapes, par paliers successifs, conduit les chercheurs à identifier les séquences qui composent le phénomène et à les modéliser.

Ainsi le processus peut être présenté en 3 grandes étapes qui vont de la pré-radicalisation, à l'endoctrinement, jusqu'à l'implication directe<sup>5</sup>. Mais il peut être présenté également à partir d'une dimension temporelle, (reprise dans le schéma ci-dessous) afin de rendre compte de l'absence de rupture dans le phénomène, donc de son inscription dans la durée, mais également de réalité après l'engagement, l'implication ou l'action<sup>6</sup>, autrement dit pour rendre compte de la notion de *carrière*.

<sup>1</sup>Gayer L., 2009, *op. cit.*

<sup>2</sup>Crettiez X., 2006, *op. cit.*

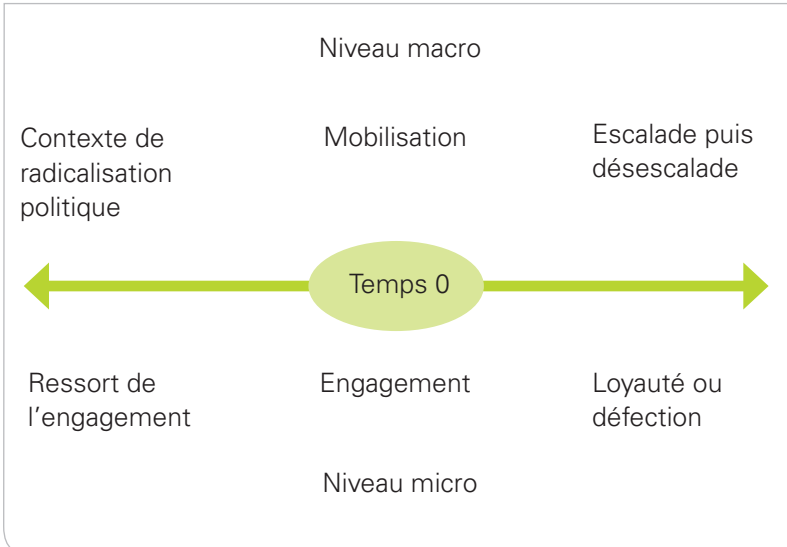
<sup>3</sup>Ngodi E., 2006, *Milicianisation et engagement politique au Congo*, Paris, L'Harmattan.

<sup>4</sup>Crettiez X., 2011, *op. cit.*

<sup>5</sup>Mc Cauley et Moskalenko, 2008, *op. cit.*

<sup>6</sup>Sommier I., 2013, « Sortir de la violence. Les processus de démobilisation des militants d'extrêmes gauche » dans Carel I. et Warren J.P. (dir), *Violences politiques en Europe et en Amérique du Nord*, Montréal, Lux Editeur.

## Schéma du processus d'engagement radical (Sommier 2013)



D'une manière générale, les recherches qui empruntent à l'interactionnisme sa notion de *carrière* montrent que l'individu ne bascule pas dans la radicalisation mais y pénètre lentement, porteur de certains déterminismes mais confronté à une histoire singulière, à des interactions décisives, à des rencontres importantes qui le conduisent vers un engagement non questionné<sup>1</sup>.

La notion de carrière introduit dans les analyses une dimension temporelle mais également relationnelle ou plus exactement interactionniste. Autrement dit l'approche théorique interactionniste permet d'éclairer plusieurs dimensions du phénomène tout comme elle considère plusieurs dimensions à ce phénomène.

En premier lieu elle permet de penser l'acquisition par l'individu d'un certain nombre de « compétences » liées à l'action violente, certains parlent même de compétences guerrières. En second lieu, elle conçoit que l'individu, ainsi doté, modifie progressivement les représentations qu'il a de lui-même d'une part mais également celles qu'il se fait de l'environnement d'autre part.

<sup>1</sup>Becker H., 1985, *Outsiders. Etudes de la sociologie de la déviance*, Paris Métailié ; 2006, « Notes sur le concept d'engagement », *Tracés*, 11, 1, 32-40 ; Debos, 2009, *Des combattants entre deux guerres. Sociologie politique du métier des armes au Tchad*, Thèse IEP Paris (dir. Devin G.), cité dans Crettiez, 2012, *op. cit.*

Enfin, elle permet de comprendre et analyser l'engagement à l'aune de ces différentes progressions et étapes au point de concevoir cet engagement comme l'aboutissement normal d'un itinéraire singulier.

Avec la notion de *carrière*, l'engagement n'est plus seulement un acte, une action, ni même un moment. Il est un parcours progressif marqué et déterminé par une succession de choix, même minimes. Ces derniers ne sont pas forcément significatifs en eux-mêmes mais ils amènent finalement à l'engagement puis à l'installation dans cet engagement et participent d'une redéfinition et d'une orientation des actes, des comportements donc des rôles et de définitions de soi de l'individu.

Mais l'usage théorique de la notion de *carrière* n'empêche pas certaines recherches de poser les opportunités et les choix comme résultant de dispositions premières. Ainsi la notion de carrière sert à comprendre comment une disposition se traduit par un engagement<sup>1</sup>.

Pour l'ensemble des auteurs, la radicalisation comme processus éclairé par la notion de carrière, inscrit donc le phénomène dans le temps mais également en relation avec des données objectives de l'individu et sa « biographie » c'est-à-dire tout à la fois son déroulé et les rencontres et interactions qui ont participé de son façonnage. A ce niveau, la rencontre avec une organisation c'est-à-dire une structure, une idéologie et/ou un groupe d'individus, ou des leaders, est importante mais elle n'est pas observée de la même manière selon les auteurs.

Un mécanisme commun ressort toutefois à savoir que la trajectoire de l'individu et sa rencontre avec une organisation modèlent le regard porté sur le monde et déterminent ainsi les actes dictés très souvent par la vision construite de la situation.

Toutefois, tous n'identifient pas les mêmes éléments clefs dans l'interaction pour saisir la carrière militante. Il peut s'agir de la rencontre avec l'organisation par le biais d'un tuteur<sup>2</sup> ; de l'apprentissage des techniques de la violence<sup>3</sup> ; de l'attachement à l'organisation et à sa cause c'est-à-dire, en reprenant Goffman<sup>4</sup>,

---

<sup>1</sup> Fillieule O., 2001, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel » *RFSP*, 51, 1-2, 199-217.

<sup>2</sup> Mac Adam D., 1986, « Recrutement to high risk activism : the case of Freedom Summer », *American journal of Sociology*, 92, 64-90.

<sup>3</sup> Sommier I., 2008, *op. cit.* ; Della Porta D., 1995, *op. cit.*

<sup>4</sup> Goffman E., Asile. *Etudes sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Editions de Minuit.

un mécanisme par lequel l'acteur devient épris cognitivement et émotionnellement de l'image identitaire qu'il a de lui-même et de son entourage<sup>1</sup>. L'attachement conduit à surinvestir le rôle, renforçant la carrière et rendant alors le retour en arrière plus difficile<sup>2</sup>. Dans ce phénomène de rencontre et d'entrée dans une organisation, plus ou moins structurée d'ailleurs, la place de l'idéologie est l'objet d'analyses différentes.

Dans certains travaux elle peut être tout à fait centrale voire déterminante. Dans cette idée, l'interprétation rigide de certaines religions donne la clé explicative de l'adhésion des individus aux actions violentes<sup>3</sup>. Toutefois, force est de constater qu'il n'y a pas de lien mécanique entre une idéologie et un engagement radical. Le recours à la notion de processus, qui plus est dans une perspective interactionniste, ne permet pas de limiter l'analyse à une seule donnée qui serait celle de l'idéologie et du pouvoir qu'elle aurait en elle-même de déterminer le passage à l'engagement ou à l'action de l'individu. Toutefois, si les théories actuelles s'accordent sur l'idée d'un processus de radicalisation, elles ne nient pas l'existence de ruptures ou de basculements notamment au moment où l'individu rejoint un groupe radicalisé ou adhère à une cause. Aussi, certains travaux en se focalisant sur ces moments de basculement produisent une explication ou une analyse qui met au cœur du phénomène l'idéologie. D'une certaine manière celle-ci redevient, dans les analyses, le moteur du processus de radicalisation comme si elle provoquait une étincelle radicale dès lors qu'elle rencontrait certaines conditions. Ainsi, peut-on lire : « la combinaison de deux facteurs pousse à la radicalisation : les conditions de vie dans le *ghetto*<sup>4</sup> des banlieues françaises ou des *poor districts* de Grande-Bretagne, doublées d'un sentiment de déshumanisation intense qui donne à la personne la conviction désespérée que toutes les portes sont fermées et que son horizon est définitivement bouché (...) tant que ce sentiment n'est pas rattaché à une idéologie, il se traduit soit par la délinquance (moyen de s'en sortir en bafouant les lois d'une société qui vous dénie le droit à la dignité et en rejoignant les classes moyennes dans

<sup>1</sup> Juergensmeyer M., 2003, *Au nom de Dieu, ils tuent*, Paris, Autrement.

<sup>2</sup> Sommier I., 2012, *op. cit.*

<sup>3</sup> Coolsaet R., 2005, « Radicalisation and Europe's counter-terrorism strategy », La haye, royal institute for International Relations (Brussels) and Ghent University, The Transatlantic Dialogue on terrorism CSIS/Clingendael The Hague.

<sup>4</sup> Lapeyronie D., 2008, *Le ghetto urbain : ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*. Paris, Laffont, coll « le monde comme il va ».

le consumérisme), soit par un sombre désespoir qui s'exprime souvent par un excès d'agressivité (...) c'est lorsqu'elle trouve un support idéologique et se sacralise que la haine va au-delà de la simple agressivité et de la délinquance pour se radicaliser »<sup>1</sup>. La frontière est donc ténue, dans ce genre d'approche, entre l'idéologie comme déclencheur de la radicalisation et l'idéologie comme élément de celle-ci. D'ailleurs les chercheurs conviennent que la tentation reste grande de prendre les idéologies radicales pour la cause de radicalisation. « Et il est vrai que les discours, les programmes, les œuvres, les textes religieux sont particulièrement mobilisés et semblent mobilisateurs, générant apparemment à eux seuls fanatisme, adhésion, résistance ou violence, et de ce fait offrent d'emblée aux interprètes une prise sur l'événement. Or, l'un des avantages de ce travail de restitution des étapes est de saisir le caractère plus tardif, limité et intermittent des situations dans lesquelles opère l'idéologie »<sup>2</sup>. Ainsi l'idéologie peut apparaître comme un élément du processus mais pas comme son moteur et être même analysée comme postérieure à l'engagement ou pour le moins non antérieur et progressif. L'importance de l'idéologie comme élément peut même être très relative dans les approches qui considèrent les liens internes entre les membres d'un groupe ou d'une organisation beaucoup plus significatifs et importants. Ces liens internes plus que les facteurs idéologiques « fournissent un support émotionnel et social mutuel, favorisent le développement d'une identité commune et encouragent l'adoption d'une nouvelle foi »<sup>3</sup>. Ici, l'idéologie comme élément clef du processus cède le pas à l'organisation et aux relations. Il y a sur ce point un autre aspect commun aux travaux de recherche à savoir que le « succès » d'une carrière radicale dépend de la capacité attractive de l'organisation, non qu'elle possède nécessairement en elle-même mais que l'individu lui octroie à un moment donné. Plusieurs éléments participent à cette force attractive, notamment la logique de groupe et la structuration des liens entre les membres. C'est donc ici encore l'attachement qui est retenu, et qui paraît d'autant plus fort que l'organisation est capable de créer des conditions de dépendance mutuelle des acteurs, et qu'elle

---

<sup>1</sup> Khosrokhavar F., 2014, *op. cit.*, 102-103.

<sup>2</sup> Collovald et Gaïti, 2006, *op. cit.*, p.43.

<sup>3</sup> Sagemen M., 2004, *op. cit.*, p.135.

rompt les liens avec l'extérieur. Ainsi, plus que l'idéologie c'est le poids de l'organisation sur l'individu qui pèse, celle-ci exerçant un « façonnage organisationnel »<sup>1</sup> qui peut conduire à des modifications des perceptions individuelles et collectives où seule la sécurité du groupe compte et justifie parfaitement la violence contre quiconque menacerait le groupe. « Lorsque la carrière violente conduit des marges du groupe au cœur de l'organisation, les dispositions à la radicalisation sont produites par cette logique de groupe et nullement ou très peu par des dispositions propres aux acteurs »<sup>2</sup>.

Parfois l'idéalisation de l'organisation ou d'une personnalité charismatique peut produire une force d'attraction telle que l'économie psychique des acteurs en devient totalement soumise aux impératifs de la cause<sup>3</sup>. Sur l'articulation du sociologique et du psychologique plusieurs voies sont trouvées.

Le recours à la sociologie des organisations est requis pour comprendre, à partir de la structure organisationnelle les effets de conditionnement psychologique du groupe et les raisons de l'engagement. Elle permet d'examiner les modalités de fonctionnement pour saisir les ressorts de sa force attractive et surtout sa capacité à produire une lecture cognitive du monde qui lui est propre<sup>4</sup>. Ses modalités organisationnelles lorsqu'elles fonctionnent sur l'isolement et la séparation, dans une perspective très comparable à un isolement sectaire, favorise une représentation de l'autre comme un ennemi et une vision relativement manichéenne de l'environnement et des événements qui le traversent.

Le recours à une approche « psycho-socio-anthropologique » aux contours méthodologiques et analytiques qui paraissent flous, pour comprendre le conditionnement mental et les raisons de l'engagement, tire les analyses vers des considérations psychologiques qui réactivent des résultats en termes de pathologie. Les *radicalisés* y sont caractérisés par leur déficience mentale ou leur fragilité psychique. Ce label psychologisant est à la base de l'analyse dans la radicalisation d'un type de lien singulier entre « une personnalité forte » appelée « radicalisateur » et une « personnalité

<sup>1</sup> Sawicki F et Siméant J., 2009, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 51, 1, 97-125.

<sup>2</sup> Mac Cauley et al, 2008, *op. cit.*

<sup>3</sup> Crettiez X., 2012, *op. cit.*

<sup>4</sup> Hairgrove F et Macleod D., 2008, « Circles Drawing Toward High Risk Activism » *Studies in Conflict and Terrorism*, 31, 399-411.

<sup>5</sup> Khosrokhavar F., 2014, *op. cit.*, p.135.

influençable, voire faible, présentant souvent des déficiences psychologiques (nommé) le radicalisé »<sup>5</sup>. Ce type d'approche permet également de penser la radicalisation, ou plus exactement l'action du *radicalisateur*, comme un *ensorcellement*, comme en prison où « le radicalisateur a exercé un type particulier d'envoûtement sur le détenu à appareil psychique fragile qui devient littéralement fasciné par cette vision des choses sans être à même d'exercer ses facultés critiques ni de se renseigner personnellement sur l'idéologie ou la vision en question »<sup>1</sup>. C'est également sur ces *personnalités fragiles* que l'effet d'Internet est présenté comme essentiel voire déterminant aux motifs que la Toile exerce une influence en tant qu'instrument pour de nouvelles formes d'action et en tant que facteur de « changement des habitus mentaux et des façons de voir et d'agir »<sup>2</sup>.

Internet amène à modifier les analyses classiques sur les organisations dans la mesure où la Toile recèle de nouvelles capacités de communication et se passe des structures rigides d'une part et des interactions directes, de face-à-face d'autre part. La dimension sectaire, analysée ailleurs, demeure mais elle ne passe pas ou plus par un dispositif rigide et donc une fermeture physique, concrète, elle tient dans le rassemblement virtuel d'affinités électives, donnant ainsi à l'individu, le sentiment, malgré la virtualité, d'appartenir à une communauté, qui plus est une communauté « chaude ». Ainsi, « l'Internet jihadiste opère une fonction d'exorciste et rassure l'individu sans lien social et comme désaffilié en l'insérant dans une communauté salvifique (...) L'espace se condense, le temps se réprime et l'identité se resserre autour de quelques buts salvifiques »<sup>3</sup>.

Internet est également présenté comme la courroie de transmission privilégiée de l'idéologie radicale mais plus fondamentalement comme une version renouvelée des organisations radicales et des filières de recrutements terroristes<sup>4</sup>. L'organisation et l'idéologie se sont dématérialisées. Les différents supports proposés sur Internet remplissent les fonctions accordées aux institutions fermées et à leurs adeptes : ils cherchent à créer une rupture entre l'individu et la société, à construire des représentations binaires du

---

<sup>1</sup> *Id. op., cit.*, p.158.

<sup>2</sup> *Id. op., cit.*, p.73.

<sup>3</sup> *Id. op., cit.*, 74-75.

<sup>4</sup> Bouzar D., 2014, « La mutation du discours jihadiste : les nouvelles formes de radicalisme musulman », *Cahiers de la sécurité*, n°30, 88-93.

monde désormais séparé en deux espaces étanches et opposés et ainsi à créer un mécanisme d'isolement ou de repli avant de proposer le basculement dans l'action. Le phénomène ici aussi est séquencé mais réduit à l'espace-temps Internet. Plusieurs étapes sont ainsi identifiées : « de nombreux jeunes ont d'abord visionné sur les réseaux sociaux des vidéos qui contestent le système productif (alimentaire, médicaments, vaccins, écologie, publicité, *etc.*) avec plus ou moins de justesse. Ces vidéos ne sont pas nocives en elles-mêmes, mais leur cumul sur tous les sujets polémiques (écologie, santé, alimentation, finances, guerres...), repris sous l'angle du complot (...) immerge le jeune dans une vision du monde où *tout n'est que mensonge* (...) Une seconde série de vidéos persuade le jeune que des sociétés secrètes manipulent l'humanité (...) Progressivement, le jeune est persuadé que des organisations secrètes de puissants dirigerait l'ensemble du monde à l'insu des peuples qu'ils esclavagisent et éliminent progressivement (...) Ces vidéos, mélangeant le fantastique à des faits de la réalité, terrorisent psychiquement le jeune et l'amènent à voir des *forces sataniques* à l'œuvre dans la moindre image, le moindre comportement qui ne partage pas cette vision du monde paranoïaque (...) La 3<sup>ème</sup> série de vidéos persuade le jeune que l'on peut sauver l'humanité grâce au *vrai islam* »<sup>1</sup>.

Dans ces approches, c'est donc la capacité de l'instrument Internet à proposer et diffuser le propos idéologique radical qui est mis en avant, au risque de prendre les moyens pour les causes.

Très loin de ces approches explicatives qui finissent donc par être causales, se situe une approche relationnelle, reprochant aux démarches centrées sur l'individu et/ou le groupe de passer « sous silence le rôle des circonstances sociales et politiques au sein desquelles les gens attribuent un sens au monde et agissent sur celui-ci »<sup>2</sup> à savoir le racisme, l'inégalité sociale mais aussi le rôle répressif des États.

En lien avec les théories et les approches stratégiques, il s'agit, ici encore, de déplacer le regard du chercheur et de ne plus se focaliser sur l'échelle individuelle ou groupale pour analyser le sys-

<sup>1</sup>Bouzar D., 2015, *op. cit.*, 89-90.

<sup>2</sup>Kundnani A., 2014, *The Muslims Are Coming ! Islamophobia, Extremism, and the Domestic War on Terror*, Londres, New York et Verso, p.10

<sup>3</sup>Bigo D. et Bonelli L., 2008, *Preventing Violent Radicalisation and Terrorist recruitment in the EU. The Threat to Europe by Radical Islamic Terrorist Groups*, Bruxelles, Parlement européen.



tème de relation entre les individus et, pas seulement d'autres acteurs mais les autorités des États dans lesquels ils évoluent<sup>3</sup>. Autrement dit, l'engagement radical ne s'analyse pas seulement comme un parcours singulier mais aussi comme une réaction à des choix de politique intérieure, étrangère et même antiterroriste. Ce phénomène « s'appelle le processus de la spirale infernale et il est significatif que la terminologie de la radicalisation utilisée dans les rapports sur le terrorisme ne soit autre qu'une terminologie bien connue des experts sur la violence : celle de l'escalade et de la désescalade »<sup>1</sup>. Ici, le contexte social et politique est donc un élément nécessaire de l'analyse puisqu'il est pensé comme intervenant dans les dynamiques de passage à l'acte violent. « Plus encore, la généralisation des mesures de lutte contre le terrorisme, en participant à la mise à distance, voire à l'aliénation de certaines populations, risque paradoxalement de renforcer les capacités de recrutement de certains groupes radicaux »<sup>2</sup>.

## 🟢 La radicalisation en prison

La prison intéresse les recherches sur la radicalisation à deux niveaux : elle héberge en son sein des individus condamnés pour leur passage à la violence politique ; et elle garde des individus dont les trajectoires sociales et donc les caractéristiques sociales et culturelles sont homologues à celles des individus terroristes. Ces deux niveaux fonctionnent ensuite différemment selon l'analyse qui en est faite.

Au plus bas degré d'analyse, ces deux niveaux sont utilisés comme des indicateurs puissants du potentiel « radicalisable » des individus reclus et « radicalisateur » de la prison. Celle-ci apparaît alors comme « l'institution la plus exposée, dans la mesure où y vivent en cohabitation forcée des individus condamnés ou en attente de jugement qui ont un rapport souvent tendu avec la société et souffrent quelquefois de frustration sociale, d'exclusion économique ou de stigmatisation culturelle. Chez eux, la contrainte institutionnelle peut se traduire par une disponibilité supplémentaire à la radicalisation »<sup>3</sup>. D'après ces travaux, la radicalisation a d'autant plus de chance d'être menée que les détenus

---

<sup>1</sup> Bigo D. et Bonelli L., 2008, *op cit.*

<sup>2</sup> Ragazzi F, 2014, *op. cit.*, p.16.

<sup>3</sup> Khosrokhavar F, 2014, *op. cit.*, p.157.

ont d'autres caractéristiques très favorables au processus : ils sont fragiles psychologiquement voire souffrent de pathologie mentale les rendant particulièrement sensibles à l'endoctrinement, et ils appartiennent majoritairement aux jeunes générations issues de l'immigration nord-africaine qui souffrent d'un malaise identitaire. Ainsi, la radicalisation en prison est présentée dans son homologie avec la radicalisation à l'extérieur en se focalisant sur certaines caractéristiques de la population concernée. Toutefois, dans ces mêmes approches, une spécificité est reconnue au processus du fait de la particularité du milieu carcéral « où le contrôle par les autorités est beaucoup plus grand qu'à l'extérieur mais où, en raison même de la surpopulation, le processus de radicalisation peut s'intensifier sous des formes inédites »<sup>1</sup>. De même les conditions spécifiques de détention peuvent « favoriser ou faire obstacle à la radicalisation ». Un lien est alors pensé entre le degré de sécurité et de discipline des prisons et la radicalisation. Plus l'un est élevé plus l'autre le serait aussi. Derrière ces équations se retrouvent les théories de la frustration d'une part et de la répression d'autre part.

Si de telles analyses sont discutables en raison de leur manque d'étayage scientifique et empirique, elles ont l'intérêt de poser la question de la relation entre le contexte politique et organisationnel des détentions et le processus de radicalisation. Par ailleurs, elles constatent également des faits institutionnels qui participent d'une discrimination de la religion musulmane en prison mais mystifient le lien direct ou le caractère excessivement incitatif qu'elle lui octroie pour expliquer la radicalisation, donnant aussi l'image d'un basculement dans la radicalisation et non d'un parcours. Ce lien et ce basculement peuvent d'autant plus être rediscutés qu'ils rompent avec les analyses sur la radicalisation mais également sur les analyses disponibles en France sur la prison et le fait religieux<sup>2</sup>. En effet, il est montré que la plupart des personnes détenues mobilisent des expériences religieuses engrangées antérieurement et qu'il y a une importante continuité entre les croyances ou non croyances que les personnes avaient à l'extérieur et celles qu'elles ont en prison. Cela signifie que la ressource religieuse n'est pas

<sup>1</sup> Khosrokhavar F, 2014, op. cit., p.160.

<sup>2</sup> Beraud C., de Galembert C. et Rostaing C., 2013, *Des hommes et des dieux en prison*, Recherche subventionnée par la DAP-Ministère de la Justice et le GIP mission de recherche Droit et justice ; 2014, « La religion en prison au prisme d'une sociologie de l'action » dans *Le fait religieux en prison : configurations, apports, risques*, Actes des journées d'études internationales organisées par la Direction de l'administration pénitentiaire, les 28 et 29 octobre à Sciences Po Paris.

accessible à tous, qu'elle dépend d'abord des socialisations antérieures. L'incarcération va souvent de pair avec une intensification de la vie religieuse mais celle-ci opère le plus souvent en continuité des ancrages antérieurs à l'incarcération.

La recherche montre également que le phénomène de conversion est plus minoritaire que ne le présuppose le discours public. Le radicalisme tient moins à des ruptures radicales qu'il ne procède de logiques de réaffiliations religieuses, c'est-à-dire une réactivation de la religion dans laquelle le « converti » a été socialisé. Les « conversions de l'extérieur » ont eu lieu plus fréquemment avant l'incarcération que pendant.

De même il est montré que le rapport à la religion est variable et dépend aussi de la carrière carcérale. Si l'incarcération conduit globalement à une intensification religieuse, celle-ci varie considérablement selon les étapes du parcours carcéral, selon les événements de la vie de la personne détenue. Autrement dit, les auteurs font ressortir le caractère dynamique du rapport à la religion et indiquent que cela devrait conduire à la prudence quant à l'assignation définitive d'une identité religieuse aux personnes détenues.

Dans cette recherche, la radicalisation n'est pas constituée comme objet d'étude central, toutefois, elle est abordée et les auteurs en soulignent qu'il s'agit d'une catégorisation très floue et variable selon les lieux et les personnes.

Si la majorité des détenus concernés tente de neutraliser la dimension polémique, inquiétante et stigmatisante que peut véhiculer ce référent identitaire, une minorité opte au contraire pour des formes d'islam plus radicales.

Les premiers se montrent attentifs « aux bonnes manières » de gérer leur islamité et à minimiser les coûts de la visibilité religieuse. Les seconds tendent à l'inverse à assumer le stigmate et même à le retourner comme une arme symbolique et un outil de contestation de la prison et de l'ordre politique et social jugé injuste.

Mais le phénomène est présenté comme marginal. L'analyse du fait religieux et de ses usages montre que la radicalisation ou le prosélytisme, restent mineurs en comparaison des formes de religiosités apaisées et ordinaires qui se retrouvent en détention.

## ➤ La spécificité de l'engagement radical et sa sortie

L'engagement radical apparaît particulier voire spécifique mais dif-

féremment et pour des raisons différentes selon les approches vues jusqu'ici :

- Il peut être spécifique en lui-même, c'est-à-dire presque par essence pour les approches qui caractérisent exceptionnellement (pathologiquement par exemple) les individus ou les mécanismes en jeu.

- Par contre il apparaît, pour d'autres démarches, spécifique non en lui-même mais dans les effets qu'il produit en termes de manières d'*être engagé*. Autrement dit, l'engagement « possède des spécificités, non pas tant dans la manière d'y arriver, que dans celles d'en sortir, certainement plus difficiles : coût d'entrée supérieur, conversion identitaire, dépendance organisationnelle, fonctionnement à huis clos propice à l'isolement pratique et cognitif du militant par l'unidimensionnalité des sphères de vie, voire la dérive sectaire, poids accru de la répression, possibles latéraux réduits »<sup>1</sup>.

Le poids de l'organisation est donc l'élément principal de la spécification de l'engagement radical, il exerce des effets écrasants sur les conditions et les possibilités de désengagement. C'est l'enfermement, dans toutes les acceptions du terme, qui est ici déterminant : d'un point de vue matériel et physique, quand l'engagement se fait dans une organisation qui est concrètement déployée dans un lieu clos ; d'un point de vue plus figuré, mais non moins réel, quand les individus sont placés et maintenus dans d'étroites limites de pensées, d'analyses, d'interprétations de la réalité et de l'environnement. Autant de types d'enfermement constitutifs de la radicalisation qui impliquent et produisent des ruptures avec les liens antérieurs de l'individu, la société, et peuvent conduire à une déréalisation, ou en tout cas offrent à l'idéologie de l'organisation les conditions de sa diffusion, et surtout sa consolidation. Les dimensions de l'enfermement, analysées dans ces recherches, participent d'un cercle vicieux : l'enfermement entretient et produit l'enfermement, augmente les possibilités et les capacités d'apprentissage et d'exercice de l'idéologie qui est en elle-même enfermante, propose un entre soi qui augmente les représentations magnifiées du groupe et en augmente aussi les habiletés protectrice et sectaire favorisant et prescrivant l'isolement.

Ce mode de fonctionnement n'a pas besoin de structures rigides pour être efficient et existe aussi dans les organisations peu struc-

---

<sup>1</sup> Sommier I., 2012, *op. cit.*, p.24

<sup>1</sup> Bjorgo, 2009, *op. cit.*

turées<sup>2</sup>. Il implique et détermine une rupture biographique lourde de l'individu qui peut d'ailleurs se concrétiser par un changement de nom. « Au terme de la carrière radicale que représente ce passage à la clandestinité (qui, lui constitue une indéniable frontière tant matérielle que symbolique) s'est opérée une véritable altération identitaire, au sens de Berger et Luckman (1986), c'est-à-dire un changement de monde radical par une socialisation secondaire en rupture totale avec la socialisation primaire »<sup>1</sup>.

Ce sont ces ruptures et transformations, parce qu'elles sont profondes, qui rendent difficiles le désengagement, la dé-radicalisation. Ce sont également ces éléments de l'engagement, c'est-à-dire ceux qui en font la spécificité, qui déterminent les conditions de possibilités de sortie. En effet, dans l'optique de ces travaux de recherche, il apparaît que la sortie du groupe ne suffit pas à faire le désengagement. Les conversions identitaires, cognitives et relationnelles semblent appeler des actions ou des programmes plus complexes de *sortie de rôle*.

## ➤ L'approche expertale et la marginalisation du discours scientifique

Toutefois, l'approche scientifique n'est pas seule impliquée dans la définition du phénomène de radicalisation et ses résultats ne sont pas seuls à définir le phénomène ni ses résolutions. En effet, les approches scientifiques se voient concurrencées par des approches expertales qui reçoivent une audience privilégiée chez les décideurs des pays européens.

L'importance du point de vue expertal est particulièrement visible à partir de l'assassinat de Théo van Gogh en 2004, des attentats de Madrid en 2004 et Londres en 2005. Ces événements interrogent les États européens sur l'entrée en violence de leurs propres citoyens, au point que « en septembre 2005, la Commission lance deux initiatives d'expertise parallèles sur les phénomènes de radicalisation. Début 2006, elle crée un " réseau d'experts pour le partage de résultats de recherche et de recommandations politiques qui soumettront une contribution préliminaire sur l'état des connaissances au sujet de la radicalisation violente " ; avant d'annoncer le lancement d'un " appel d'offres pour les études dans

<sup>1</sup> Sommier I., 2012, *op. cit.* p.26.

ce domaine qui incluront l'étude des "facteurs de motivation et de renonciation à la radicalisation violente" et les "facteurs socio-économiques contribuant à la radicalisation violente". Ainsi, parallèlement au Gecerv<sup>1</sup>, qui regroupe des universitaires de renom de différents pays européens, le commissaire européen Franco Frattini commande quatre rapports d'experts : 2 au laboratoire d'idées Change Institute ; 1 à un think tank basé à Bruxelles, le CEIS ; 1 au think tank d'experts International Center for the Study of Radicalisation (ICSR), basé au King's College de Londres »<sup>2</sup>.

Les rapports diffèrent les uns des autres et les points de vue des experts s'opposent aux universitaires sur l'existence ou non de la radicalisation, les facteurs explicatifs et les mesures à mettre en place.

Le rapport du Gecerv (universitaires) remet clairement en cause la notion même de radicalisation en soulignant son manque de validité scientifique. S'appuyant sur les récentes recherches qui montrent que les individus impliqués viennent de milieux différents, subissent des processus différents et sont influencés par diverses combinaisons de motivations, les universitaires remettent en cause également l'idée d'une possible anticipation. Pour le Gecerv, les facteurs explicatifs de la radicalisation résident dans les « causes d'origine » que sont l'exclusion, le racisme, l'islamophobie combinés à un besoin d'organisation politique dans un contexte d'injustice sociale. Ils soulignent que l'adhésion à une idéologie spécifique n'augure en rien d'un passage à l'acte et mettent l'accent sur la nature idiosyncrasique du passage à la violence, et non sur des facteurs communs aux radicalisés. En conclusion, le processus étant contingent, individuel, complexe, sans profils clairement établis, les recommandations politiques sont inutiles puisque aucune politique ne peut éradiquer le phénomène, l'empêcher de se développer.

Les rapports d'experts présentent des résultats tout à fait différents. Ainsi, l'ICSR accrédite la thèse défendue par la Commission européenne de l'existence « d'organisations passerelles » menant à la radicalisation. Les autres soutiennent l'idée d'un continuum idéologique entre les organisations modérées et radicales. L'ICSR suggère que le recrutement se fait par Internet, ce que tempèrent les autres mais en reconnaissant son effet important. Il suggère également la possibilité de fournir des « profils-types » de per-

<sup>1</sup> Groupe d'experts de la Commission européenne sur la radicalisation violente.

<sup>2</sup> Ragazzi F., 2014, *op. cit.*, p.12.

sonnes susceptibles de se radicaliser.

« Pour le King's College, (la radicalisation) est le résultat d'éléments radicaux manipulant des individus vulnérables ; la lutte contre la radicalisation doit donc non seulement viser les organisations mais les idéologies, « hors ligne » et « en ligne » ; pour le CEIS, la radicalisation est un phénomène d'ordre psychosocial qui ne peut être combattu qu'en éliminant ses « causes profondes », par l'éducation et la diffusion des connaissances ; pour le Change Institute, elle est l'expression déviante de légitimes déceptions politiques qui doivent être traitées à un niveau micropolitique, en dotant les organisations communautaires de financements et d'une légitimité politique les positionnant comme des interlocuteurs des autorités gouvernementales »<sup>1</sup>.

Le rapport des universitaires est rejeté par la Commission qui en refuse la publication à l'inverse des rapports d'experts.

« Bien que cet épisode puisse sembler secondaire par rapport au développement des politiques de l'Union en matière de lutte contre la radicalisation, l'analyse de ces rapports met en évidence un point clé : la légitimation, au travers du discours européen, de l'expertise des professionnels de la sécurité, et la marginalisation du discours universitaire »<sup>2</sup>. Les discours d'experts en sécurité adhèrent à la radicalisation comme processus ; toutefois ils en pervertissent les fondements épistémologiques et les précautions méthodologiques. D'abord, ils manipulent un raisonnement tautologique puisque les *radicalisés* répondent à des profils types qui les constituent, de fait, en a-normaux expliquant leur radicalisation, c'est-à-dire leur a-normalité. Ensuite, s'ils pensent la radicalisation comme un processus, celui-ci s'apparente à une trajectoire qui peut être modélisée selon une suite d'étapes déterminées par des interactions spécifiques.

Cette double transgression des schèmes scientifiques a pour conséquence de constituer l'engagement radical en un engagement exceptionnel, c'est-à-dire fondamentalement différent des autres, et relevant d'individus nécessairement particuliers pour ne pas dire déviants. Elle a pour conséquence également de modéliser le parcours comme une suite causale qui peut donc être stoppée ou empêchée par des mesures ciblées.

En conclusion, ces approches expertales guident les réponses pro-

---

<sup>1</sup>Ragazzi, 2014, *op. cit.*

<sup>2</sup>Id. *op. cit.*

posées et appellent des programmes qui évacuent les variables sociales comme tout examen des structures sociales pour ne porter que sur des dimensions substantielles aux individus ou aux groupes, donc sur des variables personnelles ou culturelles, ou bien sur des moyens de la radicalisation, en les prenant pour des causes, comme Internet.



## Les programmes de « déradicalisation » : une cartographie analytique des prises en charge et de la prévention

*« Toute théorie, le mot le dit, est un programme de perception ; mais cela n'est jamais aussi vrai que pour les théories du monde social. Et il est sans doute peu de cas où le pouvoir structurant des mots, leur capacité de prescrire sous apparence de décrire ou de dénoncer sous apparence d'énoncer, soient aussi indiscutables ».*

Pierre BOURDIEU, « Décrire et prescrire. Note sur les conditions de possibilité et les limites de l'efficacité politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 38, mai 1981. pp. 69-73.

L'objectif de cette deuxième partie est de présenter une cartographie des programmes dits de « déradicalisation » qui existent en Europe et dans le monde. Le mode de présentation choisi est thématique, c'est-à-dire que nous privilégions une entrée par une analyse des catégories politiques et savantes employées dans les programmes. Plus précisément, ce travail de recension des programmes permet d'aborder les effets d'une catégorie de pensée (la « radicalisation ») sur la création de dispositifs, fruits d'un travail social et symbolique, engageant différents agents qui participent – à des degrés divers – à l'existence et au maintien de la catégorie. À un premier niveau, les analyses du répertoire discursif constitué par le contenu des programmes portant sur la déradicalisation nous renseignent sur des usages socio-politiques qui privilégient certains angles au détriment d'autres, comme nous pourrions le discuter. À un deuxième niveau, la posture analysante retenue s'intéresse aussi à la diversité des pratiques et des champs d'action propres à chacun des programmes, dans leurs intérêts et leurs limites. Dans cette perspective, il a été possible de regrouper (et donc, de différencier) les programmes à partir des discours qui les constituent et des pratiques qu'ils préconisent. Ainsi, des

programmes mettent davantage l'accent sur une approche ethno-culturelle et/ou sociale, quand d'autres privilégient une approche directement inspirée par les modèles comportementalistes. La prise en compte des programmes s'adressant aux professionnels désignés comme « des praticiens de première ligne » par leurs promoteurs<sup>1</sup>, nous renseigne sur un certain nombre de présupposés présents dans les traitements appliqués à des individus *a priori* concernés. Par exemple, on peut penser qu'un programme d'insertion professionnelle ne produira pas les mêmes effets qu'un programme qui déploie des éléments de prise en charge au sujet de la psychologie supposée du bénéficiaire (ne serait-ce déjà qu'en ce qui concerne les représentations et les motivations des agents chargés de ces prises en charge).

Nous avons pu distinguer deux pôles en relation avec les programmes de déradicalisation : celui à partir duquel prévaut une dimension « sociale » où l'on trouve des programmes qui visent une prise en charge matérielle tout en proposant, par exemple, un accompagnement vers l'insertion professionnelle (au fond ce sont des programmes qui travaillent plutôt sur le contexte social) ; et celui à partir duquel prévaut la dimension « psychologique » qui vise « la transformation de soi » par tout un travail portant sur des dimensions d'ordre comportementale (estime de soi, empathie, responsabilité individuelle, *etc.*). Au-delà de ce regroupement théorique, un travail de restitution des proportions des dimensions travaillées au sein des programmes est à effectuer. En effet, si des dimensions d'ordre psychologique mais aussi social (celles-ci pouvant être, dans l'absolu, estimées comme complémentaires, voire même perçues comme indissociables) sont abordées par les programmes, il n'en demeure pas moins que leur répartition n'est pas équilibrée. Massivement, c'est la responsabilité individuelle (étayée par une approche psychologique) qui constitue une modalité dominante dans la prise en charge des individus « radicalisés »<sup>2</sup>. Toutefois, cette observation n'empêche pas de considérer les atouts potentiels de ces programmes du point de vue notamment d'un travail sur les schèmes de comportement, dans l'objectif de modifier de manière profonde et durable des façons de penser et

<sup>1</sup> Par « travailleurs de première ligne », il faut entendre les enseignants, les éducateurs, les officiers de la police communautaire, les agents de protection de l'enfance et les travailleurs du secteur des soins de santé (mentale).

<sup>2</sup> Plus largement, nous renvoyons au texte de Emilie HACHE sur la question de la responsabilité comme outil de gouvernementalité (au sens de Foucault) des individus : « La responsabilité, une technique de gouvernementalité néolibérale ? », *Presses de Sciences Po / Raisons politiques*, 2007/4-n°28, p.49-65.

d'agir. Bien que l'hypothèse de l'efficacité d'une déradicalisation «forcée » soit à confirmer.

Cette deuxième partie s'appuie sur les programmes les plus visibles des prises en charge présents dans des rapports de commission et des programmes d'actions. Toutefois, nous pensons que ce travail donnera déjà une idée des notions et des présupposés mobilisés dans la présentation des différents programmes. Dans la perspective d'un travail plus approfondi, il faudrait reconstituer, maillon par maillon, la longue chaîne des institutions, agents et supports discursifs (colloques d'experts, ouvrages savants ou grand public, articles de presse, rapports de commission, discours politiques, *etc.*) à partir desquels la question de la radicalisation/déradicalisation se trouve constituée. Par ailleurs, un travail de terrain s'avérerait instructif afin d'analyser les pratiques et les représentations des différents agents concernés par les programmes afin de mieux comprendre comment s'organisent les rapports de force (et de sens) autour des prises en charge.

## ➤ Des programmes de perception

Pour ce chapitre, nous nous intéresserons principalement à l'organisation institutionnelle des dispositifs à partir notamment du Réseau de Sensibilisation à la Radicalisation (RSR) mis en place par la Commission européenne au sein du réseau RAN (Radicalisation Awareness Network), lancé en septembre 2011 et qui chapeaute plusieurs réseaux d'acteurs. Le réseau RSR, financé par la Commission européenne, regroupe des associations de nombreux pays (Espagne, Italie, Angleterre, *etc.*) qui concourent tous à la participation d'une contre propagande afin de sensibiliser les citoyens, notamment les plus jeunes, aux dangers de la radicalisation menant au terrorisme. Ce réseau regroupe tous les agents concernés : police, personnels des établissements pénitentiaires, travailleurs sociaux, personnels de l'éducation, médias, et les victimes du terrorisme. Ce dispositif [le terme est entendu ici comme un assemblage intentionnel d'éléments hétérogènes (instruments, méthodes, outils, discours, *etc.*) tourné vers un objectif commun : prévenir la radicalisation] constitue une porte d'entrée intéressante afin de comprendre comment la « déradicalisation »

---

<sup>1</sup> Malgré tout, il serait pertinent d'analyser les mécanismes de tri et de sélection des informations contenues dans ce réseau et les agents (et leur trajectoire professionnelle) qui y participent.

est devenue une catégorie d'action publique, sur un versant opérationnel<sup>1</sup>. Concrètement, neuf lignes d'action sont envisagées dans le dispositif, chacune d'entre elles proposant de traiter des dimensions particulières liées à la façon dont la radicalisation est comprise :

➤ « La sensibilisation des praticiens de première ligne ». Cette approche consiste à sensibiliser les praticiens qui travaillent avec des individus désignés comme vulnérables ou des groupes qui présenteraient un risque de radicalisation afin de veiller à ce qu'ils soient équipés pour détecter et répondre à la radicalisation. Par exemple, ces agents sont formés à repérer et connaître des situations de manipulation de nature idéologique ou sectaire. (Nombre de programmes et localisation : 7 au Royaume-Uni ; 3 au Pays-Bas ; 1 Belgique, 1 Suède ; 1 Slovaquie).

➤ « Les stratégies de sortie : déradicalisation et désengagement ». Cette approche vise à réintégrer les extrémistes (déradicalisation) ou à tout le moins à les dissuader de recourir à la violence (désengagement). Les programmes de déradicalisation et de désengagement peuvent être proposés par des ONG ou par les pouvoirs publics, voire les deux. Il s'agit de programmes qui se déroulent sur une durée allant de 6 à 18 mois et qui prévoient un certain nombre d'interventions et de soutiens pour ceux qui, souligne le programme, « renoncent à faire partie d'un groupe extrémiste ». De manière générale, cette approche mobilise des aspects comportementaux et cognitifs avec un travail axé notamment sur les croyances des individus. (Nombre de programmes et localisation : 5 Royaume-Uni ; 3 Allemagne ; 2 Danemark ; 1 Italie ; 1 Suède ; 1 Pays-Bas)<sup>1</sup>.

➤ « Comblent les écarts par le dialogue ». Cette approche utilise des méthodes de conversation pour nouer un dialogue avec des individus désignés vulnérables. Par exemple, le dialogue dit « interreligieux » ou « interculturel » propose de « réduire la distance psychologique perçue entre les groupes ». Des méthodes de conversations individuelles ou collectives visent la remise en cause des stéréotypes et/ou des préjugés qui peuvent exister entre dif-

---

<sup>1</sup> Deux programmes parmi les treize présentés dans le rapport concernent une application dans des établissements pénitentiaires.

férents groupes ethniques ou religieux. Le dialogue et le travail sur les représentations sociales s'adresse ici à des adolescents dont il est dit qu'ils passent « par une phase de recherche d'identité et d'identification à un groupe ». (Nombre de programmes et pays : 1 Royaume-Uni ; 1 Hongrie ; 1 Autriche et Allemagne ; 1 Pologne ; 1 Slovaquie).

➤ « Implication et responsabilisation des communautés ». Cette approche « consiste à impliquer et renforcer davantage les communautés à risque, afin d'établir une relation de confiance avec les autorités et de développer la résilience des communautés ». L'idée que sous-tend cette approche est de créer les conditions possibles d'un contrôle entre les membres d'un même groupe social. (Nombre de programmes et localisation : 6 Royaume-Uni ; 2 Pays-Bas ; 1 Irlande).

➤ « Éducation des jeunes ». On retrouve, comme dans l'approche susmentionnée et intitulée « Comblent les écarts », une mise en œuvre de pratiques « visant à éduquer les jeunes en matière de citoyenneté, de stéréotypes, de discrimination, d'extrémisme, de valeurs démocratiques et de la diversité culturelle afin de renforcer leur capacité à faire face à la radicalisation ». Dans ces programmes de prévention, l'assertion selon laquelle « les jeunes sont facilement influençables » constitue le postulat de départ. (Nombre de programmes et localisation : 3 Royaume-Uni ; 3 Pays-Bas ; 2 Italie ; 1 Allemagne ; 1 Royaume-Uni/ Irlande du nord ; 1 Conseil de l'Europe, outil de campagne et pédagogique à disposition des enseignants notamment, qui s'inscrit dans le projet « Les jeunes contre les discours de haine en ligne »).

➤ « Soutenir et stimuler les familles ». Le présupposé de départ consiste à dire que « les familles peuvent être une partie de la solution, ou une part du problème ». Une lecture culturelle prédomine dans ces programmes selon laquelle il s'agirait d'« aider les parents (musulmans) à éduquer leurs enfants au sein d'une société (occidentale) [sic] ». Les notions de « soutien » et de « stimulation » sont assimilées à un travail d'éducation à partir des représentations des familles autour de la parentalité. A front renversé, on (re)trouve ici la famille constituée comme incapable de prévenir

et contenir les premières dérives des jeunes gens, indépendamment d'une prise en compte des conditions dans lesquelles les parents vivent<sup>1</sup>. L'objectif sous-jacent de ces programmes est de restaurer la capacité de contrôle des parents perçue comme déficitaire. (Nombre de programmes et localisation : 2 Royaume-Uni ; 2 Allemagne ; 1 Autriche).

➤ « Délivrer une contre-communication ». Il s'agit ici de mobiliser des contre-discours sur les plans politique, moral, religieux et social dans le cadre de différentes méthodes, en utilisant notamment comme vecteur Internet. Des responsables de gouvernement, des membres de la société civile, des responsables religieux, des « ex-extrémistes », etc. constituent les relais de cette contre-communication en faisant jouer la crédibilité que leur position sociale leur confère *a priori*. Cette approche fait le pari qu'il est possible d'agir sur ce que les gens pensent pour modifier ce qu'ils font. (Nombre de programmes et localisation : 2 Royaume-Uni ; 2 Union Européenne ; 1 France ; 1 Allemagne ; 1 Autriche ; 1 Pays-Bas).

➤ « Créer une infrastructure institutionnelle ». Cette approche vise à créer un réseau de partenaires (police, autorités locales, travailleurs sociaux, services de santé, prisons, services d'aides à la jeunesse, etc.) afin d'évaluer de potentielles menaces à partir d'une connaissance d'individus pour lesquels cette mise en réseau permettrait de collecter et de faire partager des informations relatives à leur situation de vie. Le programme parle d'une approche « multi-agences ». L'« infrastructure institutionnelle » constitue en quelque sorte une technique d'observation. (Nombre de programmes et localisation : 5 Royaume-Uni ; 2 Pays-Bas ; 1 Danemark).

Au total, on peut noter que le Royaume-Uni propose 32 programmes sur les 72 présentés dans le rapport du RAN, suivi par les Pays-Bas (13 programmes), l'Allemagne (8), l'Autriche/le Danemark/l'Italie (3), l'Irlande/la Slovaquie/la Suède (2) et la Belgique/la France/la Hongrie/la Pologne (1). Par ailleurs, si nous portons la focale sur la lutte contre la radicalisation religieuse dans

<sup>1</sup> MUCCHIELLI, L., 2000, « Familles et délinquance », *Études et données pénales*, Cesdip, n° 86. Résumé disponible sur le site Internet <http://www.cesdip.msh-paris.fr> (« La démission parentale en question »).

les prisons, le découpage est tout autre. Par exemple, la Grande-Bretagne, l'Italie (et les États-Unis que nous ajoutons ici) sont les pays dans lesquels l'administration pénitentiaire est très impliquée avec des politiques de lutte contre les mouvements dits de radicalisation. À l'inverse, les Pays-Bas développent le moins les programmes contre la radicalisation en prison alors qu'ils occupent la deuxième position en matière de prévention dans le rapport du RAN. Hors Europe, le Canada ne propose pas, pour le moment, de programmes de prévention et de déradicalisation bien qu'un professeur de psychologie de l'UQAM (Université du Québec à Montréal) fasse partie d'un groupe de chercheurs financé par le Département de la défense américaine pour comprendre les processus de radicalisation et de déradicalisation sur plusieurs années et dans différents pays.

Dans certains pays du Moyen-Orient et de l'Asie des programmes appréhendent les jeunes radicaux comme des « bénéficiaires » et non pas comme des « criminels ». Cas sans doute complètement atypique, à Riyad, des stages de « déradicalisation » travaillent à la réhabilitation des jihadistes locaux et des anciens d'Al-Qaida dans un contexte de prise en charge très particulier. À l'issue de leur peine de prison, ces individus passent plusieurs mois dans un centre situé à mi-chemin entre le sanatorium et le centre de redressement. Des cours de religion, un suivi psychologique, des ateliers de peinture et des séances de sport ponctuent une prise en charge qui se déroule dans un lieu agrémenté d'un spa, d'une piscine olympique et d'une salle de fitness. L'idée d'un traitement « plus en douceur » anime ce dispositif. Mais au-delà d'une image possiblement « dorée » à laquelle peut renvoyer la description du lieu, c'est le registre perceptif de ces individus (bénéficiaire versus criminel) qui interroge dans la mesure où celui-ci semble déterminer le contexte de sa prise en charge. Pour citer Michel Foucault, « ce qui définit l'individu à corriger, c'est donc qu'il est incorrigible. Et pourtant, paradoxalement, l'incorrigible, dans la mesure où il est incorrigible, appelle autour de lui un certain nombre d'interventions spécifiques, de sur-interventions par rapport aux techniques familières et familiales de dressage et de correction, c'est-à-dire une technologie nouvelle du redressement, de la sur-correction. Si bien que vous voyez se dessiner, autour de cet individu à corriger, l'espèce de jeu entre l'incorrigibilité et la corrigibilité »<sup>1</sup>. En effet,

<sup>1</sup> FOUCAULT, M., 1999, *Les Anormaux*, éd. Gallimard Le Seuil, coll. Hautes Etudes, p. 54.

entre la figure du criminel incorrigible, puis celle du bénéficiaire corrigible, s'échelonne un grand nombre de stratégies développées actuellement pour lutter contre la radicalisation religieuse dans de nombreux pays. Toutefois, l'idée transversale (et sur laquelle nous reviendrons plus loin) est de mobiliser un corpus discursif visant à « combattre l'islamisme » par l'utilisation de la théologie et d'une rhétorique culturelle (et morale) susceptible de bousculer les représentations du destinataire.

Nous proposons d'examiner maintenant la manière dont les dispositifs de formation travaillent un phénomène non pas tant compris dans son acception générique – la radicalisation en matière politique ou autre – que dans son acception religieuse : la radicalisation jihadiste. En effet, tant au niveau de la prévention que de la prise en charge, le Réseau de Sensibilisation à la Radicalisation (RSR) présente un ensemble de programmes orientés particulièrement vers les musulmans et les « jeunes vulnérables » ; programmes focalisant, comme nous allons le voir, l'analyse du jihadisme sur l'islam.

### ► *Le RSR. Des approches et des principes d'action*

Le RSR est structuré autour de plusieurs groupes de travail à travers lesquels les participants (des représentants d'ONG, des universitaires, des agents des services de police et de la justice, des représentants de gouvernements et de sociétés de conseils, etc.) échangent sur leurs expériences, savoirs et pratiques. Dans le cadre des travaux entrepris par le RSR, la Commission européenne a adopté une communication intitulée : « Prévenir la radicalisation conduisant au terrorisme et à l'extrémisme violent : renforcer l'action de l'UE. » Une dizaine de thèmes, rédigés de manière plus ou moins détaillée en ce qui concerne leur opérationnalité, structurent l'action comme : « Mettre en place des stratégies nationales visant à prévenir la radicalisation » ; « Consolider l'expertise en matière de prévention de la radicalisation » ; « Mettre au point des " stratégies de sortie " pour aider des personnes à quitter l'extrémisme violent » ou encore « Encourager les jeunes à exercer leur esprit critique », etc. Sur ce thème qui concerne l'encouragement des jeunes à l'esprit critique, on peut remarquer l'homogénéisation sous-tendue par l'emploi du terme



« jeune » qui suppose, par ailleurs, l'idée d'un caractère influençable et fragile en relation à ce cycle de la vie. Or, cette formulation fait abstraction des positions que peuvent occuper les jeunes : entre l'étudiant bourgeois et le jeune ouvrier qui n'aura pas d'adolescence, et toutes les figures intermédiaires que l'on peut trouver entre ces deux positions extrêmes, on peut penser que les positions sociales – et les différents capitaux (culturel, social, économique) qui leur sont afférents – déterminent les jeunes à appréhender leur environnement social de multiples manières. Pour reprendre le mot de Bourdieu, « la jeunesse n'est qu'un mot ». Se pose ici la question de la construction des programmes – et du contenu sémantique que ceux-ci véhiculent –, en fonction particulièrement de ces différences sociales qui engagent l'individu dans des mondes sociaux qui le placent plus ou moins en affinité avec le contenu de ces programmes (normes de vie et façons d'être comme l'exigence de réflexivité sur ses pratiques). Le discours sur la responsabilité individuelle ne trouvera certainement pas le même écho chez un individu doté d'un capital culturel et économique important (qui n'aura de toute façon que rarement affaire à un quelconque programme de prévention) que chez un individu désaffilié<sup>1</sup> à qui les institutions demandent souvent beaucoup.

De manière générale, et dans la perspective de la mise en place « d'un travail de prévention global », le RSR parle d'une « Collection d'approches et de pratiques<sup>2</sup> » ; collection « considérée comme un outil pratique, évolutif et provisoire ». Le collectif précise qu' « il ne s'agit pas de réaliser un travail scientifique (même si certaines méthodes préconisées sont documentées sur le plan scientifique), mais de proposer des solutions concrètes qui ont fait leurs preuves et qui peuvent dès lors être facilement mises en place par les praticiens ». Au total, il existe 13 programmes (7 au Royaume-Uni ; 3 au Pays-Bas ; 1 en Belgique ; 1 en Suède et 1 en Slovaquie) à destination des professionnels.

Nous avons choisi de présenter dans l'encadré ci-après, le programme suédois tel qu'il apparaît dans le document établi par le

---

<sup>1</sup> Sur le concept de désaffiliation sociale voir Robert CASTEL, 1999, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Folio.

<sup>2</sup> Nous nous appuyons ici sur des extraits du document suivant, téléchargeable au format PDF : *Prévenir la radicalisation conduisant au terrorisme et à l'extrémisme violent : renforcer l'action de l'UE*, Collection RSR, Approches, leçons tirées et pratiques, Première édition, 15 janvier 2014.

RAN. Nous aurions pu choisir un tout autre programme parmi les treize, tant les similitudes sont importantes concernant l'énoncé de principes moraux qui jalonnent les descriptions. Nous avons placé en caractères gras dans le texte les passages les plus illustratifs de cette dimension.

**Nom de la pratique / organisation :** Séminaires (enseignants) et ateliers (jeunes) pour lutter contre l'extrémisme et la violence, Expo Foundation

**Pays :** Suède

**Groupe cible :** enseignants, jeunes

**Approche :** Sensibilisation des praticiens de première ligne, Education des jeunes

**Description :**

En réponse aux émeutes sociales et à la montée de l'intolérance à l'école, Expo organise des séminaires destinés aux enseignants et aux travailleurs de jeunesse pour apprendre à reconnaître l'extrémisme de droite, les relations avec les jeunes et comment y répondre. Expo organise des ateliers pour les jeunes et donne des cours sur le racisme, la diversité, la tolérance et la propagande extrémiste sur Internet dans les écoles. [...]

Le travail de lutte contre la structure sociale destructive parmi les étudiants d'une école est basé sur une analyse préalable de la situation locale. Cette analyse vise à identifier les différents acteurs et les relations qu'ils entretiennent entre eux. **Lorsque le personnel enseignant est d'accord sur la formulation commune et générale des problèmes, un travail de fond est lancé qui vise à démanteler les groupes d'étudiants qui perturbent l'ordre social et font preuve de comportements intolérants.**

Ce démantèlement se fait en proposant des formations, comme des cours spécifiques, et des visites de terrain (et de travail). La participation aux formations se fait sur base volontaire. Aucun étudiant ne peut être contraint à suivre une formation. La formation est axée sur le fait d'encourager les étudiants à choisir des études adaptées à leurs circonstances particulières. En plus de la formation, **le jeune peut également bénéficier de la mise en place d'une structure sociale positive qui doit lui permettre**

de développer ses aptitudes sociales et un comportement plus tolérant. Il s'agit, par exemple, d'apprendre à devenir responsable de ses actes, grâce au contact d'adultes qui ont un comportement modèle.

Ce travail est basé sur une réflexion à long terme et la collaboration de l'ensemble du personnel enseignant. Les efforts en matière d'éducation qui s'adressent de manière spécifique à chaque groupe d'étudiants impliqué dans une structure sociale négative doivent être perçus sur le plan didactique comme faisant partie intégrante du travail éducatif normal de l'école.

En résumé, cette démarche d'éducation doit toujours être axée sur une activité positive de l'étudiant en mettant l'accent sur l'acceptation de la responsabilité sociale et le dialogue. Le contenu éducatif du dialogue doit répondre à la vie de l'étudiant. Si ce n'est pas le cas, il s'agit d'un simple exercice de tâches et non d'une base pour des expériences réelles qui illustrent la valeur indispensable de la tolérance.

Les termes de « tolérance », de « responsabilité », de « comportement modèle » parcourent transversalement l'ensemble des descriptions. Plus qu'une « collection d'approches », ce sont des principes qui se succèdent comme, par exemple, le fait d'écrire que « la motivation et l'énergie sont des indices essentiels de la réussite de programmes sociaux » (Royaume-Uni, programme RECORA). La rhétorique dominante constitutive des fiches techniques des programmes mobilise des normes (devenir responsable), des valeurs (être tolérant) et des affects (se montrer empathique) et forme une économie morale qui pense la vie sociale (les rapports sociaux entre les classes) à partir d'une politique morale<sup>1</sup>.

► *La formation des praticiens. L'exposition à deux présupposés : le « processus de radicalisation » et « l'individu vulnérable »*

Tous les programmes partent du présupposé selon lequel il existe

<sup>1</sup> Sur l'usage des questions morales dans la gouvernance des individus et sur le concept d'économie morale, cf. Didier FASSIN, *Economies morales contemporaines*, Paris, La Découverte, 2012.

un « processus de radicalisation ». Bien que quelques auteurs (scientifiques et, plus rarement, experts) en interrogent sa réalité scientifique<sup>7</sup> – notamment en discutant l’argument téléologique (défini comme une causalité sans efficience réelle) que cette notion sous-tend implicitement – l’expression est appréhendée malgré tout par les pouvoirs publics comme ayant une consistance réelle. Toutefois, l’emploi de cette notion n’est pas suffisant à lui seul pour mettre à l’œuvre un dispositif de prévention. Pour cela, il a fallu définir une cible pour l’exercice des programmes : « l’individu vulnérable ». En effet, celui-ci est défini tour à tour comme « psychologiquement fragile », « mentalement dépendant », « en rupture », « hyper-sensible », « fermé sur soi », « ensorcelé » *[sic]*, *etc.* Les programmes – en tant que réceptacles des constructions mentales dominantes – sont traversés par ces appellations problématiques – car imprécises – qui substantialisent l’individu (sous des traits de personnalité fourre-tout) en lieu et place d’une analyse serrée de ses propriétés sociales et psychologiques en relation avec sa trajectoire de vie. Plusieurs programmes affichent clairement leur ambition de travailler à repérer les vulnérabilités des terroristes, ou des individus en passe de le devenir. Le programme *Health Wrap* (Royaume-Uni) parle de « prendre en charge les individus vulnérables qui présentent des signes d’être à risque de radicalisation » ; le programme *Operation insight* (Royaume-Uni) préconise « d’identifier et gérer le risque pour les individus vulnérables susceptibles de se radicaliser » ; le programme Conviction suggère de « comprendre les vulnérabilités » à partir de la vie d’un individu avant son arrestation, *etc.* Cette conception, aux contours mal définis, jette néanmoins les bases des programmes de sensibilisation et de prise en charge. Dès lors, il est presque possible d’apercevoir l’entrée par laquelle le comportement de l’individu va être défini comme une dimension à travailler (point 2, *infra*) dans une acception d’ordre cognitivo-comportementaliste qui supplante nettement des analyses en termes politique et social.

### ► Une sensibilisation extensive. Le projet d’un inter-contrôle

À côté de cela, des programmes proposent une extension du filet préventif en direction des communautés et des familles. L’attention portée au vocabulaire employé dans la présentation de ces

<sup>7</sup> A ce sujet, voir l’article déjà cité de RAGAZZI.

programmes nous renseigne sur les dimensions panoptique et normative véhiculées par ceux-ci. Par exemple, il est dit que l'implication des communautés<sup>1</sup> pourrait prendre la forme d'une police communautaire qui ferait l'interface avec les pouvoirs publics [*«Améliorer les relations entre les institutions et les communautés, notamment avec la police (mise en place d'une police de proximité), les autorités locales, etc. »*] en formant des membres actifs au sein d'un partenariat local avec la police, dans la perspective d'une « coopération proactive » comme le propose le programme ALLIES aux Pays-Bas dont voici un extrait :

**Description :**

En réponse aux troubles sociaux provoqués par les émeutes en France, les caricatures au Danemark et le film Fitna de Geert Wilders, un réseau d'Alliés (Allies) a été mis en place entre les forces de police et les principaux acteurs des communautés dans le but de collaborer et de réagir ensemble. Une des raisons principales pour établir le réseau était d'être en mesure d'agir de manière proactive plutôt que réactive après un incident. Les partenaires du réseau collaborent à plusieurs niveaux : local, quartier, responsable des forces de police de la ville. La police et les membres importants de la communauté sont représentés à tous les niveaux afin de créer un groupe solide et durable. Les partenaires du réseau se réunissent 5 fois par an, indépendamment du fait qu'il y ait eu ou non des incidents, de sorte à maintenir une coopération proactive.

La notion d'inter-contrôle est à comprendre comme une conséquence de la mise en place d'un réseau de partenaires à travers lequel des individus se voient attribuer une fonction (en l'occurrence la surveillance) créant ainsi un pouvoir de contrôle dispersé, non pas seulement à la surface du réseau mais bien entre des individus qui appartiennent au même groupe social. Plus largement, ces programmes diffusent des procédures disciplinaires et

<sup>1</sup> Le rapport du RAN définit les « communautés » comme « des groupes d'individus qui peuvent être ou non connectés sur le plan spatial, mais qui partagent des intérêts, des préoccupations, des identités ou un quartier. Ces communautés peuvent être locales, nationales ou internationales et peuvent avoir des intérêts communs spécifiques ou plus vastes ». Une philosophie de l'*empowerment* irrigue les attendus de la communauté comme devant interioriser la responsabilité de son destin en « s'impliquant concrètement dans un processus de changement social et politique ».

régulatrices non pas à partir d'institutions fermées mais plutôt à partir « de foyers de contrôle » disséminés dans la société. Une approche visant « à soutenir et stimuler les familles » décline des programmes où, à partir d'une attribution de responsabilité, est fait le pari de mettre en place un pouvoir régulateur par le bas: «Lorsqu'un jeune se radicalise, les parents peuvent également être très inquiets. Comment faire lorsque son fils ou sa fille commence à se radicaliser ? Lorsqu'un jeune se radicalise ou risque de se radicaliser, il est important d'encourager les familles à adopter un comportement responsable. C'est un élément crucial tant sur le plan de la prévention que du travail de déradicalisation ». La liste des objectifs, qui complète la présentation de l'approche, laisse peu de doute quant aux dimensions disciplinaire (éduquer) et régulatrice (contrôler) que les programmes proposent d'aborder :

### Objectifs

- *Aider les parents (musulmans) à éduquer leurs enfants au sein d'une société (occidentale).*
- *Créer un système d'alerte au sein des familles pour permettre une prise en charge rapide des individus vulnérables dès les premiers signes de radicalisation.*
- *Sensibiliser les communautés aux menaces que représente l'extrémisme violent.*
- *Apporter une réponse aux idéologies véhiculées par les terroristes en vue de recruter de nouveaux membres.*
- *Aider les familles avec des enfants vulnérables à la radicalisation.*
- *Renforcer la résilience à l'extrémisme violent.*
- *Responsabiliser et impliquer davantage les femmes pour rendre les discours extrémistes moins attrayants.*

À travers cette déclinaison d'objectifs, les notions d'aide et de sensibilisation sont conjointement présentées avec celles de responsabilisation et d'éducation. On remarque la manière dont est croisée la volonté de discipliner et de réguler des individus avec un traitement orthopédagogique qui repose sur des présupposés culturels et moraux. Il s'agirait d'« *aider les parents (musulmans)*

à éduquer leurs enfants au sein d'une société (occidentale) » en s'adressant par exemple aux mères afin de les rendre « mieux conscientes de leur force personnelle et de leur créativité de proposer des stratégies progressives pour promouvoir la non-violence et renforcer les capacités des familles ». Les exemples de cet ordre affluent dans la présentation des approches et des programmes du RAN. Ceux-ci nous semblent révélateurs de la façon dont ces programmes sont traversés par le dogme dominant d'une approche centrée sur les individus, leurs croyances et cognitions qui sont à normaliser en lieu et place d'une réflexion sur les conditions sociales qui les rendent possibles.

Après avoir porté le regard sur l'espace des politiques de prévention comme étant notamment le point d'achoppement d'un pouvoir disciplinaire et régulateur, nous proposons maintenant de porter la focale sur l'axiome fort de ces politiques : la responsabilité individuelle.

## ➤ La « responsabilité individuelle » comme postulat des prises en charge

Ce chapitre souhaite rendre compte de la manière dont la notion de responsabilité individuelle apparaît dans les programmes de prévention et de prise en charge, toujours principalement à partir du rapport du RAN. L'examen de cette notion, à partir du vocabulaire employé, renseigne sur la philosophie sous-jacente qui oppose l'individu à la société et pose la question de la pertinence des programmes articulés à cette philosophie individualiste. Comme l'écrit Gérard Mauger, « cette philosophie naïve de l'action et du rapport du sujet à son action, affirmant les droits de la personne, comble, en effet, "le vœu naïf de tout sujet social entendant rester maître et possesseur de lui-même et de sa propre vérité et ne voulant connaître d'autre déterminisme que celui de ses propres déterminations" »<sup>1</sup>. Nous faisons ici l'hypothèse selon laquelle la diffusion de cette notion est liée à l'institutionnalisation d'un savoir qui donne à voir la radicalisation comme un processus éminemment individuel.

<sup>1</sup> MAUGER, G., 2008, « La rhétorique réactionnaire », *Savoir/Agir*, N°2, lundi 1er décembre.

## ► *Compétences sociales et approche comportementaliste*

Nous affirmons donc qu'une large majorité des dispositifs de prévention et de prise en charge reposent sur le postulat de la responsabilité individuelle. Dans des domaines aussi différents que les stages de sécurité routière (stages de récupération des points du permis) jusqu'aux prises en charge sanitaire et sociale des auteurs d'infractions à caractère sexuel, on retrouve le jeu des mêmes présupposés des individus à responsabiliser, entre sanction et éducation<sup>1</sup>. Si l'on entre plus précisément dans la rhétorique des programmes de déradicalisation qui nous intéressent ici – et surtout des dimensions qu'ils proposent de travailler –, on remarque tout d'abord un travestissement de dimensions psychologiques en compétences désignées abusivement comme sociales. C'est à partir de présupposés théoriques comme l'estime de soi (restauration de l'image de soi) ou l'empathie que l'on projette de pouvoir conduire l'individu vers une reprise en main de son destin social. A la non-intégration par le travail et à la non-insertion dans une sociabilité socio-familiale, on substitue un travail sur le comportement de l'individu avec pour objectif de lui faire acquérir des comportements alternatifs à ceux qui l'ont conduit à une condamnation, comme dans l'extrait d'un programme proposé en Allemagne ci-dessous :

« Violence Prevention Network est un réseau allemand de prévention de la violence qui a développé une pédagogie de la responsabilité individuelle (Verantwortungspädagogik) pour les jeunes délinquants qui ont été condamnés pour des actes de violence extrémiste (extrême-droite et islamisme radical). Ce programme qui s'articule en deux phases est axé sur les jeunes qui participent sur une base volontaire afin de les convaincre de renoncer aux idéologies extrémistes violentes et d'empêcher les récidives. L'idée de base consiste à dire que la non-violence exige certaines compétences que tout le monde peut développer en travaillant sur les compétences relationnelles, l'empathie, l'estime de soi, la responsabilité et à la capacité à réfléchir par soi-même ».

<sup>1</sup>Cette ligne d'analyse s'inspire notamment d'une communication de Jean-Noël Rétière et de Virginie Gautron [Université de Nantes/CENS], « Les sanctions de « stages » : une nouvelle articulation entre contrainte et traitement ? », colloque *Traitements et contraintes*, EHES, 2012. Leur intervention prend l'exemple des stages de sensibilisation aux dangers des produits stupéfiants pour montrer les nouveaux modes de traitement des délits.



L'idée de base du programme suppose que ce sont des déficits individuels qui mènent à des actes de violence extrémiste et que ces déficits peuvent être comblés par un travail sur soi. Une vision presque finaliste des choses, c'est-à-dire où les acteurs agissent en connaissance de cause, anime ces points de vue. Toutefois, on peut penser que cette attribution de responsabilité crée une fiction (nécessaire) qui rend possible, pour les acteurs, les conditions d'une prise en charge à partir du moment où c'est l'individu (et son comportement violent) qui est la source du problème. À partir de là, une pédagogie tour à tour instructive et/ou participative (en fonction des programmes) peut être dépliée avec des outils issus pour la plupart des techniques cognitivo-comportementales.

► *L'à priori du doute négatif. Logique de suspicion et précautionnisme social*

Nous signifions par « l'a priori du doute négatif » que certaines catégories de personnes éveillent une impression d'emblée négative en raison de leur appartenance à tel ou tel type de groupe social. Dans le travail de déradicalisation et de désengagement, les individus à risques sont les musulmans. Un effet de ciblage, porté par les programmes, peut créer et réunir toutes les conditions favorables à une stigmatisation négative. C'est par exemple le cas du programme PREVENT lancé au Royaume-Uni en 2007, suite notamment aux attentats de juillet 2005 dans le pays. En effet, ce programme avait été mal reçu car perçu par la communauté musulmane comme un instrument d'espionnage et de répression. Révisé en 2011, ce programme donne naissance à CHANNEL dont le principe consiste à rassembler tous les acteurs (police, santé, éducation, services sociaux, etc.) dans une logique qui se veut partenariale afin de repérer les individus à risques et intervenir avant toute supposée radicalisation. Le programme Irlandais *Training Ethnic Liaison Officers, Garda Racial and Intercultural Office*, illustre bien ce travail d'implication et de responsabilisation des communautés musulmanes. Précisément, c'est en 2000 que l'Irlande crée le *Garda Racial and Intercultural Office* qui est un service des forces de police qui est censé assurer un rôle de coordination, de surveillance et de conseil sur tous les aspects du travail de police en matière de diversité ethnique et culturelle. Le rapport du RAN indique que « le déploiement de ces policiers a permis de renforcer la confiance de la communauté musulmane et d'entrer en contact avec des groupes de la communauté que d'autres dé-

partements de la police peuvent difficilement infiltrer ». L'idée est de créer des relations de confiance avec des musulmans de façon à recueillir le plus d'informations concernant les « communautés ». Toutefois, un problème sémantique entraîne une importante confusion entre d'une part le croyant musulman et d'autre part, la figure du jihadiste prêt à tous les accès de violence. Un autre programme, au Royaume-Uni de nouveau, ne cache pas, dans sa rhétorique de présentation, la cible préférentielle qu'elle souhaite atteindre :

« "Operation Nicole" est un exercice de simulation conçu par l'Association of Chief Police Officers (ACPO) et l'Office of the National Coordinator of Prevent (ONCP) qui doit permettre aux représentants des communautés musulmanes de mieux comprendre le déroulement et toute la complexité des enquêtes en matière de terrorisme. Il s'agit également de démystifier les opérations de lutte contre le terrorisme. Les officiers de police peuvent aussi se rendre compte de l'impact de ce type d'opérations sur les communautés. **L'exercice est avant tout destiné aux communautés musulmanes, même s'il peut théoriquement être adapté à toute communauté**<sup>1</sup> concernée par un nombre disproportionné d'actions de lutte contre le terrorisme. L'exercice propose un environnement sûr pour toutes les communautés qui veulent discuter de leurs préoccupations et de leurs différences »<sup>2</sup>.

En effet, la tonalité du programme laisse penser qu'une partie des musulmans portent potentiellement le germe du terrorisme. En leur permettant « de mieux comprendre le déroulement et la complexité des enquêtes en matière de terrorisme » comme le stipule le programme, c'est quelque part faire jouer une forme de connivence involontaire à leur propre stigmatisation. Dans le discours de sens commun qui affirme que les criminels sont la cause du crime, on retrouve le principe de la responsabilité à l'œuvre ici, non pas en vue de la réhabilitation d'un individu, mais pour servir des préoccupations sécuritaires omniprésentes à partir d'une cible constituée sur des bases religieuses et culturelles en la figure du musulman.

<sup>1</sup> C'est nous qui soulignons.

<sup>2</sup> Rapport du RAN, p.77.

*[Dans une perspective programmatique, il faudrait, comme le suggérait déjà Pierre Bourdieu, « construire le fait religieux de manière proprement sociologique, comme l'expression légitimatrice d'une position sociale<sup>1</sup> ». En partant du postulat que la radicalisation opère comme un système symbolique de distinction pour des sujets sociaux qui ont la caractéristique « des rêves déçus » pour le dire comme Raphaël Liogier, et que le port d'un stigmaté négatif peut être transformé par n'importe quel idéologue en stigmaté positif, alors il convient sans doute de relativiser la dimension religieuse en tant que telle pour la saisir dans son acception sociale. Selon Bourdieu, « s'il y a des fonctions sociales de la religion et si, par conséquent, la religion est justiciable de l'analyse sociologique, c'est que les laïcs n'en attendent pas – ou pas seulement – des justifications d'exister capables de les arracher à l'angoisse existentielle de la contingence et de la dérélition ou même à la misère biologique, à la maladie, à la souffrance ou à la mort, mais aussi et surtout des justifications d'exister dans une position sociale déterminée et d'exister comme ils existent, avec toutes leurs propriétés qui leur sont socialement attachées<sup>2</sup> ». Autrement dit, si l'offre religieuse musulmane trouve un écho auprès d'une partie d'individus désocialisés, il s'agirait de rechercher les raisons (vraisemblablement multiples et complexes) dans la revalorisation symbolique qu'elle favorise dans les logiques d'un retournement du stigmaté et d'un contre-pouvoir.]*

Par ailleurs, les notions de la dangerosité et des risques, qui revêtent une force discursive significative dans le choix des politiques sécuritaires, amènent à un précautionnisme social que l'on trouve dans les plans de lutte contre la radicalisation. De manière générale, le précautionnisme nous renseigne sur la tendance chez l'homme à surestimer la menace en multipliant toujours par dix ou par quinze les faibles probabilités<sup>3</sup>. Si on rapporte cette tendance au risque de la radicalisation de certains individus, la prise en compte d'une incertitude du risque à venir nécessite de les constituer comme potentiellement porteurs de risques endogènes. Plus précisément, on peut penser que toute forme de

<sup>1</sup> BOURDIEU, P., 1971, « Genèse et structure du champ religieux », *Revue française de sociologie*, XII, 295-334.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Sur le précautionnisme social, voir les travaux de Gérald BRONNER et Etienne GEHIN, *L'inquiétant principe de précaution*, Paris, PUF, 2014.

prise en charge ou de traitement (en amont dans un cadre préventif ou au moment d'une condamnation) permet de conditionner les individus à éprouver leur situation, leur vie, leur présent, leur avenir comme étant porteurs de danger pour la société. À front renversé, l'évaluation de la dangerosité des individus suivis est devenue un défi redoutable tant pour des individus étant encore sur le sol français que pour ceux qui sont revenus d'un théâtre d'opérations jihadistes, comme l'indique par exemple le sénateur Jean-Pierre Sueur dans son rapport<sup>1</sup>. En ce qui concerne la prise en charge pénitentiaire, des grilles de détection de détenus identifiés comme radicaux sont adaptées à des « nouveaux comportements » et viennent s'articuler à un plan de lutte contre la radicalisation qui a été mis en place suite aux attentats de janvier 2015. Dans les grandes lignes, ce plan prévoit notamment un recrutement de surveillants pénitentiaires, des agents au niveau du réseau du renseignement pénitentiaire ainsi que des aumôniers musulmans et des éducateurs et psychologues en soutien des services pénitentiaires d'insertion et de probation pour concevoir des programmes de prise en charge individuels ou collectifs. Le repérage d'individus suspects pourra se faire dès l'arrivée en établissement pénitentiaire. Un programme « arrivants » vise à mobiliser les détenus sur l'exécution de leur peine et leur parcours d'insertion. À l'occasion de ces modules, il serait possible d'identifier les individus susceptibles de se radicaliser au regard d'indicateurs<sup>2</sup>. Schématiquement donc, l'idée est de prévenir les risques de dérives radicales en amont du passage à l'acte (dans les programmes scolaires par un enseignement laïc du fait religieux, par l'élaboration de contre-discours sur les réseaux sociaux, par l'existence d'un numéro vert, *etc.*) et de prendre en charge les détenus déjà radicalisés ou désignés comme tels. Enfin, et consécutivement toujours aux

<sup>1</sup> Une commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe a débuté ses travaux en octobre 2014 et a additionné de très nombreux agents présentés comme spécialistes de la question. Le rapport de M. Jean-Pierre SUEUR en expose les conclusions et propose des améliorations du dispositif antiterroriste. Une synthèse et le rapport complet sont disponibles sur Internet : <http://www.senat.fr/commission/loi/index.html>

<sup>2</sup> Exemple d'indicateurs de la radicalisation en détention selon une trame utilisée dans un établissement pénitentiaire : barbe longue non taillée, cheveux rasés, jambes couvertes jusqu'à la cheville, plus de télévision en cellule, intensification de la pratique religieuse (5 prières), prières avec les sympathisants, refus du tatouage, *etc.* La trame parle de signaux faibles ou indique que certains radicaux peuvent entrer dans un processus de dissimulation (aucuns signaux) ; elle distingue des éléments qui relèvent de signaux extérieurs individuels comme les cheveux rasés, des éléments liés à un comportement individuel (la pratique des 5 prières), et enfin des éléments liés à un comportement de groupe comme les prières avec les sympathisants ou le fait d'apporter son aide à des petits délinquants s'ils participent au jihad.

attentats du mois de janvier, des quartiers spécifiques – appelés officiellement « quartiers dédiés » – vont être créés. Celui de l'établissement de Fresnes a été instauré en novembre 2014 pour des questions de gestion de la détention. Selon la direction de l'administration pénitentiaire (DAP), le nombre de personnes impliquées dans une entreprise terroriste en lien avec une pratique radicale de l'islam augmente de façon forte (ce qui, toujours selon la DAP, ne résume pas la question de la radicalisation mais qui est un premier marqueur) : 90 détenus en juin 2014 pour 180 au mois de mars 2015. La direction de l'établissement de Fresnes a considéré qu'au regard de ce nombre qu'elle estime important, la dispersion de ces individus est dangereuse et peut provoquer un risque fort de dissémination. Du coup, et après les attentats de janvier, le gouvernement décide de dupliquer ce dispositif et quatre nouveaux quartiers devraient voir le jour d'ici la fin de 2015. Trois objectifs sont assignés à ces dispositifs : améliorer la sélection des détenus et leur évaluation ; mieux informer et former les personnels ; concevoir des programmes de déradicalisation pour organiser une prise en charge au sein de ces quartiers qui ne doivent pas être une simple mise à l'écart. Au mois de mars 2015, l'établissement de Fresnes identifie 24 individus supposés radicaux sur 33 « islamistes ». Selon Fahrad Khosrokhavar<sup>1</sup> le risque est qu'en regroupant et en isolant les radicaux, on éviterait qu'ils en influencent d'autres mais on renforcerait les liens qu'ils ont entre eux ; ces derniers pouvant même, d'après le chercheur, devenir autrement plus dangereux que lors de leur arrivée. On peut remarquer, au travers des différents points de vue et analyses produits autour de ces questions (Cf. partie 1), que la prise en charge de la radicalisation (à partir notamment de la politique pénitentiaire, déclarée par le premier ministre Manuel Valls comme priorité dans la lutte contre l'islam radical) est une affaire complexe qui donne lieu à des expérimentations prudentes et tâtonnantes<sup>2</sup>. Le précautionnisme social laisse entendre que le risque zéro, pourtant impossible, est un horizon à atteindre. La loi sur le renseignement, qui comprend de nombreuses mesures controversées notamment sur la surveillance de sites internet, illustre bien ce phénomène à la fois en cherchant à donner une réponse dans l'urgence – en s'appuyant

---

<sup>1</sup>KHOSROKHAVAR, F., 2014, *op. cit.*

<sup>2</sup>Par exemple, une cellule de référence antiterrorisme devrait être créée à Paris. Celle-ci devrait être constituée d'un directeur et d'un conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation qui interviendront auprès des magistrats sur les questions de terrorisme et de radicalisation.

sur l'affect généré par les violences spectaculaires (les attentats à *Charlie Hebdo* et à l'Hyper Cacher) – mais aussi en exerçant un plus grand contrôle de la société sur de potentiels dangers pas nécessairement palpables. Aux États-Unis, selon Jameel Jaffer, directeur juridique de l'American Civil Liberties Union, les dirigeants politiques sont effrayés de dire que le risque terroriste existe malgré l'envergure de la surveillance.

► *L'appartenance culturelle comme facteur causal : les fausses évidences du culturalisme*

Ce troisième point du chapitre examine la façon dont l'approche préventive s'appuie également sur l'appartenance culturelle des individus et l'influence que celle-ci pourrait exercer dans le phénomène de la radicalisation. Dans un dispositif en direction des familles, le Royaume-Uni propose un programme de soutien et de stimulation qui travaille notamment la place de l'islam au sein de la société et dans le monde. Plus précisément, voici ci-dessous la description qui en est faite dans le rapport du RAN :

« L'initiative « Muslimah Matters » a pour objectif d'inciter les femmes musulmanes à se réunir pour discuter de thèmes d'actualité, d'apporter des connaissances et de renforcer la confiance en soi. Cette initiative qui s'inscrit dans le cadre du programme UK Prevent vise à aborder avec les femmes musulmanes les questions de l'extrémisme, des processus de radicalisation et du départ de jeunes musulmans, peut-être de leurs enfants, pour la Syrie (ou d'autres zones de conflit). Les femmes musulmanes sont une ressource importante, trop souvent négligée, dans la lutte contre la radicalisation. **En effet, les femmes musulmanes jouent un rôle central au sein des familles en tant que modératrices. Elles sont dès lors en mesure d'influencer d'autres membres de famille, notamment sur le plan culturel et les interprétations contemporaines de la foi.** Avec l'aide d'une personnalité considérée comme exemplaire (l'épouse de l'Imam), des réunions ont été organisées pour les femmes musulmanes dans un bâtiment annexe de la mosquée (ce qui a procuré un sentiment de sécurité). Les discussions ont tout d'abord porté sur les choses et/ou les soucis de la vie quotidienne pour détendre l'atmosphère et créer un climat de confiance. Plusieurs sujets ont

été abordés, notamment : l'islam et le monde, l'introduction à la stratégie de prévention, les jeunes (sexe, mariage, vulnérabilité, utilisation d'Internet et identité ethnique), la violence domestique, l'engagement au sein de la société en général et les effets du meurtre de Woolwich. Les questions relatives à la radicalisation ont été abordées spontanément au cours de la discussion. En ce qui concerne le découragement de membres de famille de se rendre en zones de conflit, les femmes ont été munies d'arguments et de phrases qu'elles pourraient utiliser chez elles ».

En présentant un extrait de ce programme et en discutant la notion de culture, il ne s'agit pas de nier aveuglément la part du culturel dans l'influence des styles de vie des individus, mais de souligner plus exactement l'erreur épistémologique qu'il y a à ne vouloir expliquer les problèmes sociaux que par « l'origine culturelle ». En effet, rendre compte des différences et des inégalités par l'origine, c'est prendre d'une certaine façon les conséquences pour des causes et renverser incidemment le schéma explicatif. Dans un article en ligne sur le site du *Monde.fr* – dont nous reproduisons un large extrait ci-dessous –, les chercheurs Didier et Eric Fassin donnent un exemple qui illustre précisément ce type de confusion, ici au sujet du saturnisme infantile :

*« Il y a quelques années, des médecins français découvrirent l'existence de nombreux cas de saturnisme infantile parmi des enfants parisiens. Cette intoxication, qui peut avoir des conséquences graves sur le développement psychomoteur, est due à l'ingestion d'écaillés et à l'inhalation de poussières de vieilles peintures contenant du plomb. Les études épidémiologiques montrèrent que 90 % des enfants présentant des formes graves de cette maladie appartenaient à des familles originaires d'Afrique subsaharienne.*

*Des anthropologues invoquèrent alors des causes culturelles pour expliquer qu'en Afrique de l'Ouest, les enfants de femmes atteintes de géophagie reproduisaient ces pratiques en suçant les fragments de revêtement mural tombés sur le sol. Dans le même temps, aux Etats-Unis, des chercheurs montrèrent que le saturnisme infantile touchait massivement des Africains-Américains installés depuis des*

*générations et, que, en Grande-Bretagne, il affectait surtout Indiens et Pakistanais.*

*Le point commun entre ces différents groupes «culturels»? Ils résidaient dans des quartiers pauvres et souffraient de discriminations socio-raciales »<sup>1</sup>.*

Avec la prédominance pour des approches et des traitements individuels, c'est tout un pan concernant le contexte social qui semble être négligé. Dès lors, la mise en scène de l'islamisation (aussi impressionnante soit-elle du point de vue par exemple de l'univers mental dans lequel évoluent certains individus) ne doit pas conduire à considérer l'endoctrinement comme un processus d'ordre causal mais bien plutôt comme une conséquence ultra visible de ce que nous appellerions ici une identité réactive (face à des stigmatisations, à des ghettoïisations, à l'absence de perspectives, etc.). En effet, on peut penser que la désignation plus ou moins tacite de l'ennemi musulman permet, comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, une revalorisation symbolique sans doute non négligeable pour des individus exclus socialement et qui s'équipent des atours d'une figure qui inquiète. Par ailleurs, l'adhésion à ce système social réel ne peut pas se comprendre de manière restrictive sur le modèle de l'adhésion d'un converti à un credo religieux. Comme l'explique Alain Accardo, « le converti qui embrasse une foi nouvelle opère une démarche dont la dimension réflexive est évidente. Il adhère sur la base d'un travail minimal d'endoctrinement préalable et il sait (ou croit savoir) exactement ce qu'il fait, quelle est la raison de son adhésion et la nature de son objet<sup>2</sup> ». Autrement dit, au-delà du registre uniquement psychologique, l'identité réactive (jusqu'à sa traduction paroxystique dans des actes de haine et de rage) pose la question du sens social des conduites d'individus qui se métamorphosent au fur et à mesure d'un parcours particulier et complexe en prenant le masque du religieux.

Dans ce deuxième chapitre, nous avons abordé la question de la responsabilisation (individuelle et/ou collective) comme paradigme fort qui traverse les programmes de prévention et de déradicalisation. À la suite de cela, nous avons remarqué qu'un précaution-

<sup>1</sup>L'intégralité de l'article est consultable à l'adresse suivante : [http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/09/29/misere-du-culturalisme\\_1417649\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/09/29/misere-du-culturalisme_1417649_3232.html)

<sup>2</sup>ACCARDO, A., 2013, *De notre servitude involontaire*, Marseille, Agone, p.55.



nisme social (adossé à un préjugé négatif à l'encontre des musulmans) donne lieu à la mise en place de mesures qui concernent la surveillance de la population carcérale mais aussi la population dans son ensemble. Enfin, l'approche ethnoculturelle contenue dans beaucoup de ces programmes demeure contestable dans la mesure où, en manipulant les fausses évidences du culturalisme, elle semble ignorer les contextes sociaux à partir desquels les individus sont amenés à penser ce qu'ils pensent et à faire ce qu'ils font. Tout se passe comme si, à la lecture de certains programmes, nous retrouvions uniquement le visage que les médias exposent régulièrement, montrant une communauté musulmane enfermée dans les problèmes des « quartiers » ou religieusement embrigadée<sup>1</sup>, conjointement à l'image d'une jeunesse essentialisée dont les évolutions de sa place dans la société sont niées.

## ➤ La question sociale occultée ?

Alors qu'une approche individuelle et sécuritaire très poussée affecte les représentations en matière de prise en charge de la radicalisation, ce dernier chapitre pose la question de son traitement social. Alors qu'il n'existe véritablement pas de programme de prise en charge qui prenne en compte la dimension sociale, une expérience danoise crée un tant soit peu l'exception.

### ➤ *Une approche sociale de la prise en charge : l'exemple minoritaire d'Aarhus.*

Dans la deuxième ville la plus grande du Danemark, à Aarhus, un programme de prévention et de réhabilitation a été mis en place par les services sociaux et la police pour les jeunes revenants de Syrie. L'idée générale de ce programme, telle qu'elle est promulguée par ses instigateurs, est de « vouloir que les jihadistes qui reviennent au Danemark redeviennent des citoyens à part entière ». Le programme repose sur le volontariat. Un système de tutorat est mis en place permettant de discuter, selon un responsable du

<sup>1</sup> Les travaux de la sociologue Nilufer Göle (*Musulmans au quotidien. Une enquête européenne sur les controverses autour de l'islam*, Paris, La Découverte, 2015) tentent de répondre à la question presque montesquienne : « Comment peut-on être musulman (en Europe) » ? Son travail de terrain s'est déroulé de 2009 à 2013 dans différentes villes européennes. La chercheuse s'intéresse notamment aux parcours de différents musulmans pour mieux appréhender la réalité des « musulmans ordinaires » aujourd'hui. Les résultats de l'enquête permettent d'élargir le champ de vision loin des controverses actuelles véhiculées par les médias.

programme, « des questions qui touchent à la vie quotidienne, à l'aide sociale, à l'intégration pratique dans la société danoise<sup>1</sup> ». Les tuteurs, employés à temps partiel et choisis pour leur connaissance du contexte dans lequel les jeunes vivent, tiennent un journal régulier des rencontres et relèvent les méthodes qui fonctionnent. Des questions comme celles de savoir si le jeune est prêt ou pas à être amené à un entretien d'embauche ou si un travail devrait être fait sur son CV se posent ainsi. Dans cette perspective, le programme propose d'aider les individus à retrouver du travail, à reprendre éventuellement des études et à trouver un logement. Très brièvement ici, on remarque qu'au-delà de l'aspect judiciaire et d'un suivi médical, cette expérience danoise propose, dans le même temps, un accompagnement des individus en vue d'une insertion professionnelle comme pari d'une (ré)insertion sociale. Toutefois, par le principe du volontariat, cela pose en creux la question de savoir s'il est possible de forcer à la déradicalisation ou, plus largement, à la participation à un programme de prise en charge. De façon générale, nous affirmons, sans grande surprise, qu'un programme de prévention, quel qu'il soit, a d'autant plus de chance de fonctionner qu'il s'adresse à des personnes qui ne sont pas objectivement les plus exposées à ce que le programme propose de traiter et/ou que celles-ci sont déjà plus ou moins converties à l'idée qu'il faut modifier leur comportement.

Dès lors, on peut penser qu'un dispositif de réhabilitation sociale, de surcroît lorsque celui-ci est imposé aux individus, a de fortes chances de se heurter à la résistance voire à la non adhésion de tout ou partie des supposés concernés. Dans son principe, nous rappelons que la réhabilitation repose sur un « traitement » de l'individu destiné à le « changer de l'intérieur ». Dans cette optique, celui-ci est perçu comme un sujet doté d'une « personnalité individuelle » à laquelle il faut s'adresser. Nous avons pu voir comment ces « traitements individuels », que proposent l'ensemble des programmes à leur façon, se donnent tous pour objectif de convertir des dispositions ou de « redresser » les individus pour le dire dans un langage plus ancien. Toutefois, dans des perspectives d'accompagnement et de soutien, on peut penser que c'est tout un travail sur l'économie du capital symbolique – c'est-à-dire sur l'ensemble des ressources détenues par l'individu (économiques, sociales et culturelles) et qui déterminent sa position sociale dans

---

<sup>1</sup> *Le Monde*, 6 février 2015.

la société – , que la conception de la prise en charge sociale devait impliquer ; l'enjeu étant de proposer des mesures satisfaisantes d'intervention et d'aide dans un cadre particulier – comme celui par exemple des interventions correctionnelles. L'analyse et la compréhension des raisons sociales pour lesquelles l'individu est entré dans ce qu'il est convenu d'appeler par la suite un « processus » pourraient servir de guide pour l'action dans la perspective que suggère implicitement le programme d'Aarhus lorsqu'il agit sur le contexte social des individus. En conclusion, nous remarquons que ce dispositif de prévention Danois s'inscrit dans un paysage quelque peu atypique tant la prévention des dérives dites radicales s'étaye malgré tout sur des mesures largement sécuritaires et punitives.

► *Contre-communication et réponse religieuse : la pertinence de la stratégie des imams en question*

Lorsqu'on parcourt le contenu des programmes de prévention et de formation, il est frappant de remarquer comme ceux-ci mêlent psychologie et religion. De l'approche qui consiste à mettre en place une contre-communication afin de lutter contre les idées extrémistes en ligne ou hors ligne à la stratégie d'organiser un rapport de force (et supposément de sens) entre un imam et des « radicalisés psychologiquement instables », les dispositifs tendent à s'organiser sur deux présupposés forts : l'emprise mentale (sur le modèle d'une dérive sectaire)<sup>1</sup> et la radicalisation dite « salafiste jihadiste<sup>2</sup> ». Or, comme l'explique Raphaël Liogier, nous aurions affaire à « des jeunes frustrés qui finissent par prendre au sérieux la mise en scène collective qui leur assigne le rôle de jihadiste dont on a si peur. Ce rôle, monstrueux pour "nous," devient désirable pour "eux", justement parce qu'il est monstrueux pour nous<sup>3</sup> ». Toujours du point de vue des analyses de Liogier, cela pose la question également de l'efficacité de la lutte contre le communautarisme face à des individus désocialisés et qui ne sont liés à aucune structure communautaire, même musulmane. Malgré les para-

<sup>1</sup> BLISKO, S., 2015, « L'emprise mentale au carrefour de la dérive sectaire et de la radicalisation », *Cahiers de la sécurité intérieure*, n°30, 94-98.

<sup>2</sup> CONESA, P., 2015, « Quelle politique de contre-radicalisation en France ? », *Cahiers de la sécurité intérieure*, n°30, 99-102.

<sup>3</sup> LIOGIER, R., 2015, « La vieille Europe est son théâtre d'ombres », *Libération*, mardi 25 janvier p.23.

doxes qu'ils soulèvent, ces présupposés donnent lieu malgré tout à des discours qui s'attachent à conceptualiser et à systématiser – sous la forme de typologies contestables (car presque toujours empiriquement non fondées)<sup>1</sup> – une manipulation dont n'importe quel individu, appartenant à n'importe quel milieu social, pourrait être un jour la victime.

L'idée d'une contre-communication (dont le RAN en propose une définition opérationnelle ; cf. *l'encadré ci-dessous*) a dès lors toutes les chances d'être vaine dans la mesure où celle-ci, d'une part, fait l'impasse des conditions sociales de possibilité de réception du message et, d'autre part, qu'elle s'inscrit dans un rapport de force et de sens dont la compréhension est déformée dans la mesure où les approches se basent sur des présupposés.

« Le mot « contre-communication » désigne ici toutes les activités relatives à la lutte contre la propagande extrémiste (contre-messages, contre-narrations) dans différents types de forums (contacts directs, informations en ligne, etc.).

La contre-communication est une réponse directe ou indirecte à la propagande extrémiste en ligne ou hors ligne (voire les deux). La contre-communication peut prendre plusieurs formes : campagne de remise en cause du message de l'ennemi sur base de faits ou des contre-discours qui discréditent et enlèvent toute légitimité aux discours extrémistes tout en offrant une alternative.

Il y a un large éventail où la contre-communication peut être mise en place : de la déradicalisation individuelle à l'extrémité dure de l'échelle jusqu'au ciblage d'une audience plus large à l'extrémité souple de l'échelle ». Rapport du RAN, p.107.

<sup>1</sup>Voir à ce sujet l'article pour le moins hallucinant de Franck BULINGE, « Radicalisation sur Internet : méthodes et techniques de manipulation, *Cahiers de la sécurité intérieure*, n°30, p.32-42. En effet, l'auteur propose dans cet article une série de schémas dans une logique qu'il désigne, vers le milieu du texte, « prédateur-proie » ; schémas absolument désincarnés à la manière du modèle dépassé de la communication de Shannon et avant de conclure en ces termes notamment : « A l'instar de nombreux cancers, cette pathologie (la radicalisation) trouve son origine dans un défaut d'hygiène de vie. Ainsi, si la radicalisation "s'attrape" sur Internet, il convient de favoriser une forme d'hygiène informationnelle [Sic] ». *Ibid.*, p.41.

En effet, comment faire le pari de l'efficacité de la stratégie des imams en prison alors même que ceux-ci représentent, aux yeux de leurs interlocuteurs, l'institution face à laquelle justement ces individus projettent d'en découdre ? Pourquoi chercher à les contrer sur des arguments religieux alors même qu'ils ne possèdent pas une culture religieuse importante et solide ? Le détenu qui répète voire écrit en boucle des versets du Coran ne cherche-t-il pas aussi à se rendre visible (tout en s'isolant) et à trouver une raison d'être sous le masque inquiétant (car indirectement rendu comme tel) du religieux ? Pour reprendre une assertion de Pierre Bourdieu, « les théodicées sont toujours des sociodicées<sup>1</sup> » ; assertion en vertu de laquelle potentiellement un angle de recherche pourrait être suivi. Par exemple, celui-ci pourrait s'intéresser à la manipulation profane du sacré et à tout ce qu'elle dissimule du point de vue des agents qui la mettent en œuvre et en relation avec leur condition sociale d'existence.

---

<sup>1</sup>BOURDIEU, P. 1971, art.cit., p.312

# Bibliographie

- ACCARDO A., 2013, *De notre servitude involontaire*, Marseille, Agone.
- BERAUD C., de GALEMBERT C. et ROSTAING C., 2013, *Des hommes et des dieux en prison*, Recherche subventionnée par la DAP-Ministère de la Justice et le GIP mission de recherche Droit et justice.
- BERAUD C., de GALEMBERT C. et ROSTAING C., 2014, « La religion en prison au prisme d'une sociologie de l'action » dans *Le fait religieux en prison : configurations, apports, risques*, Actes des journées d'études internationales organisées par la Direction de l'administration pénitentiaire, les 28 et 29 octobre à Sciences Po Paris.
- BLISKO S., 2015, « *L'emprise mentale au carrefour de la dérive sectaire et de la radicalisation* », Cahiers de la sécurité intérieure, n°30, 94-98.
- BORUM R., 2011, « Radicalization into Violent Extremism II: A Review of Conceptual ».
- BOURDIEU P., 1971, « Genèse et structure du champ religieux », *Revue française de sociologie*, XII, 295-334.
- BOUZAR D., 2014, « La mutation du discours jihadiste : les nouvelles formes de radicalisme musulman », *Cahiers de la sécurité*, n°30, 88-93.
- BRONNER G. et GEHIN E., 2014, *L'inquiétant principe de précaution*, Paris, PUF.
- BRONNER G., 2003, *La pensée extrême. Comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques*, Paris, Denoël.
- BULINGE F., 2014, « Radicalisation sur Internet : méthodes et techniques de manipulation », *Cahiers de la sécurité intérieure*, n°30, p.32-42.
- CASTEL R., 1999, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Folio.
- CONESA P., 2015, « Quelle politique de contre-radicalisation en France ? », *Cahiers de la sécurité intérieure*, n°30, 99-102.
- COOLSAET R., 2005, « Radicalisation and Europe's counter-terrorism strategy » La haye, royal institute for International Relations (Brussels) and Ghent University, The Transatlantic Dialogue on terrorism CSIS/Clingendael The Hague.
- COOLSAET R., 2011, *Jihadi Terrorism and the Radicalisation Challenge. European and American Experiences*, Ashgate 240.
- CRENSHAW M., 1996, *Terrorism in Context*, University Park.
- CRENSHAW M., 1991, « How Terrorism Declines », *Terrorism and Political Violence*, 3, 1, 69-87.
- CRETTEZ X., 2011, « High Risk Activism. Essai sur le processus de radicalisation violente », *Pôle Sud*, 2, 35 : 97-112.
- DEBOS., 2009, *Des combattants entre deux guerres. Sociologie politique du métier des armes au Tchad*, Thèse IEP Paris (dir. Devin G.).

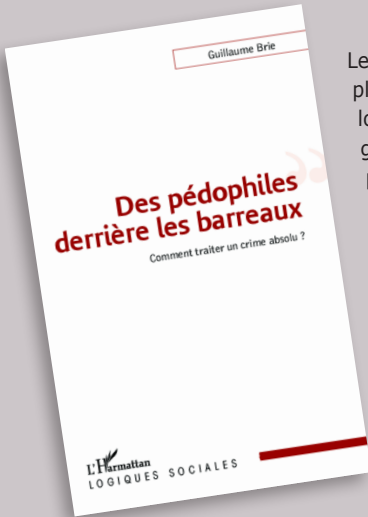
- DORRONSORO G. et GROJEAN O., 2004, « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », *European Journal of Turkish Studies*, [www.ejts.org/document198.html](http://www.ejts.org/document198.html).
- DELLA PORTA D., 1995, *Social Movements, Political Violence and the State*, Cambridge University Press.
- FASSIN D., 2012, *Economies morales contemporaines*, Paris, La Découverte.
- FILLIEULE O., 2001, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *RFSP*, 51, 1-2, 199-217.
- FLOREZ-MORRIS M., 2007, « Joining Guerilla Groups in Colombia: Individual Motivations and Processes for Entering a Violent Organization, *Studies in Conflict and Terrorism*.
- FOUCAULT M., 1999, *Les Anormaux*, éd. Gallimard Le Seuil, coll. Hautes Etudes.
- FRIEDLAND N., 1992, « Becoming a Terrorist: Social and Individual Antecedents », dans Howard L. (ed.), *Terrorism: Roots, Impacts, Responses*, New York, Praeger.
- GOFFMAN E., *Asile. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Editions de Minuit.
- GOLDRING M., 2005, *Renoncer à la terreur*, Paris, éd. Du Rocher.
- GURR T.R., 1982, *Why Men Rebel*, Princeton, PUP.
- GURR T.R. & ROSS J., 1989, « Why Terrorism Subsides. A Comparative Study of Canada and the United States », *Comparative Politics*, vol. 21, 405-426
- HACHE E., 2007, « La responsabilité, une technique de gouvernementalité néolibérale ? », *Presses de Sciences Po / Raisons politiques*, 2007/4-n°28, p.49-65.
- HAIRGROVE F. et MACLEAD D., 2008, « Circles Drawing Toward High Risk Activism » *Studies in Conflict and Terrorism*, 31, 399-411.
- HORGAN J., 2009, *Walking Away from Terrorism. Accounts of disengagement from radical and extremist movements*, Londres et New York, Routledge.
- HORGAN J., 2008, « From profiles to Pathways and Roots to Routes : perspectives from Psychology on Radicalization into Terrorism », *The Annals of the American Academy of political and Social Science*, 618 : 80-94.
- JUERGENSMEYER M., 2003, *Au nom de Dieu, ils tuent*, Paris, Autrement.
- KHOSROKHAVAR F., 2014, *Radicalisation*, Editions de la maison des sciences de l'homme.
- KUNDNANI A., 2014, *The Muslims Are Coming! Islamophobia, Extremism, and the Domestic War on Terror*, Londres, New York et Verso.
- LAPEYRONNIE D., 2008, *Le ghetto urbain: ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris, Laffont, coll. "le monde comme il va ».

- LIOGIER R., 2015, « La vieille Europe est son théâtre d'ombres », *Libération*, mardi 25 janvier.
- MAC ADAM D., 1986, « Recruitment to high risk activism: the case of Freedom Summer », *American journal of Sociology*, 92, 64-90.
- MAUGER, G., 2008, « La rhétorique réactionnaire », *Savoir/Agir*, N°2, lundi 1er décembre.
- MCCAULEY C. et MOSKALENDO S., 2008, « Mechanisms of Political Radicalisation : Pathways toward Terrorism », *Terrorism and Political Violence*, 20, 3.
- MUCCHIELLI L., 2000, « Familles et délinquance », Etudes et données pénales, *Cesdip*, n° 86.
- NGODI E., 2006, *Milicianisation et engagement politique au Congo*, Paris, L'Harmattan.
- NİLUFER G., 2015, *Musulmans au quotidien. Une enquête européenne sur les controverses autour de l'islam*, Paris, La Découverte.
- PEARLSTEIN R.M., 1991, *L'esprit d'un terroriste politique*. Wilmington, Scholarly Resources
- POST J., « Terrorist psycho-logic: Terrorist behavior as a product of psychological forces » in Walter Reich (dir), *Origins of Terrorism: Psychologies, Ideologies, Theologies, States of Mind*, New York, Cambridge University Press, 1990, 25-40.
- RAGAZZI F., 2014, « Vers un multiculturalisme policier ? La lutte contre la radicalisation en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni » *Les études du Ceri*, Sciences Po, CERI CNRS.
- RAPIN A.J., 2008, « L'objet évanescent d'une théorie improbable : le terrorisme et les sciences sociales », *Les Cahiers du RMES*, Volume V, n°1.
- RASCH W., 1979, « Psychological Dimensions of Political Terrorism in the Federal Republic of Germany », *International Journal of Law and Psychiatry*, vol. 2.
- SAGEMAN M., 2004, *Understanding terror networks*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press.
- SAWICKI F. et SIMEANT J., 2009, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 51, 1, 97-125.
- SOMMIER I., 2012, « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n°68.
- SOMMIER I., 2013, « Sortir de la violence. Les processus de démobilisation des militants d'extrêmes gauche » in Carel I. et Warren J.P. (dir), *Violences politiques en Europe et en Amérique du Nord*, Montréal, Lux Editeur.



# Publications

## Des pédophiles derrière les barreaux

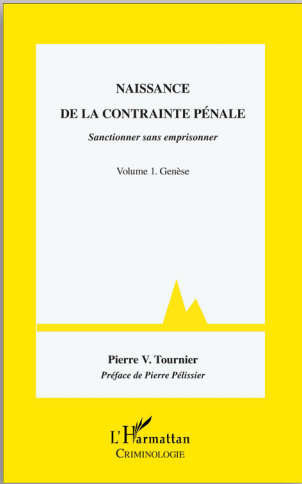


Les violences sexuelles perpétrées sur les enfants conduisent de plus en plus d'hommes en prison et ils y restent de plus en plus longtemps. Les interventions institutionnelles soulignent l'indignité qui frappe ces condamnés. A partir d'un travail d'enquêtes par entretiens approfondis et par observations, Guillaume Brie analyse comment s'organise la société contemporaine par rapport à ce type de comportement. Il a travaillé à la fois auprès des détenus condamnés pour ces faits et auprès des agents de détention (psychologues, psychiatres, conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation, surveillants, magistrats). L'analyse des discours recueillis lui permet d'identifier les processus qui co-construisent une pluralité des points de vue et de comprendre comment les rapports de force se dessinent autour de la question des comportements de violence sexuelle envers les enfants.

Les résultats font apparaître une lutte des représentations autour de la figure du « pédophile ». Dans certains contextes, on voit ainsi des travailleurs sociaux imiter le discours des psychothérapeutes, ceux qui soignent juger et ceux qui ont charge de punir faire preuve d'empathie. Du côté des condamnés, on note que les mieux dotés en capitaux légitimes (notamment les plus diplômés) sont souvent considérés comme des « manipulateurs » qui compliquent la prise en charge médico-sociale, notamment en contestant le codage judiciaire des actes commis.

**Guillaume Brie**, né en 1978, docteur en sociologie, est chercheur associé au laboratoire d'analyses socio-anthropologiques du contemporain (Lasco) du centre de recherches Sophiapol (EA3932) à l'Université Paris Ouest. Ses recherches portent principalement sur le contrôle social, les normes et les déviations.

## Naissance de la contrainte pénale



C'est dans un texte publié le 1<sup>er</sup> juillet 2006 que Pierre Victor Tournier proposa la création d'une nouvelle forme de probation qu'il appellera, en novembre 2011, « contrainte pénale appliquée dans la communauté ». Cet ouvrage retrace la genèse de cette nouvelle sanction et met en évidence les obstacles rencontrés par un projet qui, selon les termes d'Antoine Garapon « fait rupture ». Rendez-vous manqué ou premiers pas hésitants vers une nouvelle échelle des peines où la prison deviendrait l'alternative?

**Pierre-Victor Tournier** est criminologue et directeur de recherches au CNRS. Il a étudié la physique, les mathématiques et la démographie et a enseigné les mathématiques appliquées et la sociodémographie à l'Université de Paris I. Pendant une vingtaine d'années, il est expert scientifique auprès du Conseil européen de coopération pénologique. De 1999 à 2004, il préside l'association française de criminologie. En 2004, il fonde et dirige pendant 2 ans, la revue bilingue de criminologie *Champ Pénal/Penal Field*.

Depuis janvier 2011, il est membre du Conseil d'orientation de l'Observatoire National de la Délinquance et des Réponses Pénales (ONDRP).







École nationale  
d'administration  
pénitentiaire

440 av. Michel Serres  
CS 10028  
47916 AGEN cedex 9  
☎ +33 (0)5 53 98 98 98  
Fax : +33 (0)5 53 98 98 99  
[www.enap.justice.fr](http://www.enap.justice.fr)



Centre Interdisciplinaire de Recherche  
Appliquée au champ Pénitentiaire

ISSN : 2265-4267  
ISBN : 978-2-11-139603-6